

Durcissement à Managua

M. Reagan et M. Bush doivent-ils remercier le commandant Daniel Ortega ? En décidant d'expulser pour « ingérence » l'ambassadeur américain à Managua, le 11 juillet, les autorités nicaraguayennes ont offert à leur ennemi le plus beau des cadeaux d'adieu : voir, à six mois de la fin de son mandat, le Sénat unanime menacer Managua de reprendre l'aide militaire à la Contra anti-sandiniste et de revenir ainsi sur son vote du 3 février.

Faut-il le préciser ? Les cris d'indignation des élus américains ont été cette fois entendus de musiciens cédant aux oreilles de M. Bush, vice-président en exercice, mais surtout « héritier » et candidat républicain à la Maison Blanche. D'autant que ce ralliement inattendu autour de la bannière étoilée et de quelques solides valeurs réaganienues place les démocrates, à la veille de leur convention, dans une situation plus qu'embarrassante.

En effet, leur champion, le gouverneur Dukakis, n'a jamais caché son hostilité à l'aide américaine à la Contra. Désormais il va devoir, peut-être, composer. Non que dans l'immédiat une aide militaire soit envisageable, mais les démocrates avaient, en fait, pris un pari sur la paix. Un pari risqué qui reposait largement sur les espoirs suscités par le plan de paix régional signé le 7 août 1987 à Guatemala, et sur les promesses de « démocratisation » faites à cette occasion par le Nicaragua.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Après plusieurs rencontres prometteuses entre dirigeants sandinistes et « contras », c'est à nouveau l'impasse, et les escarmouches ont même repris sur le terrain. Chacun s'efforce de gagner du temps : Managua, pour résoudre une crise économique ; la Contra, pour négocier une survie quelconque à l'après-réaganisme ; et le gouvernement américain, pour reprendre, avec les multiples tournées de M. Shultz dans la région, une initiative diplomatique dont il s'est senti trop longtemps dépossédé.

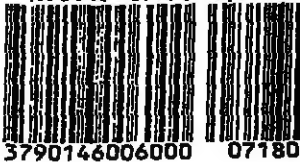
Dans pareil contexte, le renvoi de l'ambassadeur américain fait figure d'épiphénomène, de « prurit nationaliste ». Plus grave, en revanche, est la vague de répression qui s'est abattue cette semaine sur le Nicaragua : fermeture de la radio catholique et du journal d'opposition « La Prensa », arrestations d'opposants, etc.

Durcissement qui est un double aveu d'impuissance. Impuissance du président Daniel Ortega lui-même, qui avait tant bien que mal imposé à son gouvernement — et notamment au ministre de l'Intérieur Tomas Borge, favorable à une « solution militaire » face à la Contra — la recherche d'une « troisième voie » en sollicitant, à côté de l'aide du bloc de l'Est, des aides supérieures de la Communauté européenne pour assurer la survie du pays, et donc du régime. Impuissance aussi d'un gouvernement qui, comme tous les régimes autoritaires, est incapable de se régénérer.

On voit mal, dans l'immédiat, ce qui pourrait changer. A moins que, lassé de soutenir cette coûteuse expérience révolutionnaire, le parrain soviétique, M. Gorbatchev, qui sait bien s'y prendre avec l'Ouest, n'inculque à ses fils de Managua quelques notions accélérées de « perestroïka ».

(Lire nos informations page 3.)

M 0146-07180-6.00 F



3790146006000 07180

Imbroglie dans l'affaire du « City-of-Poros »

Paris demande à Athènes des « éclaircissements »

Les corps de cinq des neuf morts de l'attentat contre le bateau grec « City-of-Poros » n'avaient pas été identifiés le samedi 16 juillet ; parmi ceux qui l'ont été, deux Français : Isabelle Bismuth et Laurent Vigneron.

Vendredi, le ministre grec de la marine marchande, M. Yannopoulos, avait indiqué que ce dernier serait l'un des terroristes. A Paris, le ministère des affaires étrangères émet des doutes sérieux sur ces informations et a demandé des « éclaircissements » à Athènes.

La plus grande confusion continue de régner à Athènes dans l'enquête sur l'attentat contre le « City-of-Poros », qui a fait neuf morts et quatre-vingts blessés le lundi 11 juillet au large d'Athènes.

Après que la police grecque eut laissé entendre, à tort, qu'une jeune Française pouvait avoir été mêlée à l'attentat, le ministre de la marine marchande a mis en cause un autre ressortissant français, Laurent Vigneron, mort lui aussi des suites de l'attentat. Etudiant dans une école d'ingénieurs, Laurent Vigneron était en vacances en Grèce avec sa fiancée portée disparue.

La famille du jeune homme a catégoriquement démenti qu'il ait pu faire partie du commando terroriste responsable de la tuerie. Le Quai d'Orsay a demandé des explications au gouvernement grec, qui a amorcé une marche arrière, indiquant que le jeune Français était « un suspect parmi d'autres ».

Il semble, en fait, que les autorités grecques, qui s'interrogent sur les motivations des terroristes, aient très peu d'éléments d'informations et doivent démentir des déclarations contradictoires.

(Lire nos informations page 3.)

Le billet vert au-dessus de 6,30 F

La hausse du dollar inquiète les partenaires des Etats-Unis

Aux Etats-Unis, la diminution du déficit commercial et la hausse des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation et la surchauffe provoquent une ruée générale sur le dollar qui, à Paris, retrouve ses cours du début de 1987 après une hausse de 5 % en un mois.

Cette poussée, qui inquiète les partenaires des Etats-Unis dans la mesure où elle est susceptible de relancer l'inflation chez eux, n'est guère freinée par les interventions des banques centrales.

Après avoir, pendant des mois, déployé des efforts souvent infructueux pour freiner la baisse du dollar et tenter de stabiliser les cours de cette devise, les nations occidentales vont-elles être contraintes de déployer les mêmes efforts pour stopper sa remontée ? C'est la question que l'on se pose sur les marchés des changes à la veille du week-end, en voyant le dollar s'élever linéairement à 6,35 F et à 1,88 DM. A Paris, le « billet vert » s'est apprécié de 5 % en un mois et de 19 % par rapport à son cours de la fin de 1987 (5,32 F). Il vient de retrouver son niveau de la première quinzaine de janvier 1987, effaçant ainsi dix-huit mois de baisse. A Francfort, c'est le retour onze mois

en arrière, au début du mois d'août 1987. A Tokyo, les opérateurs retrouvent leurs cours du mois de novembre dernier.

Cette remontée est liée à la lente amélioration du déficit commercial des Etats-Unis, qui, sur les cinq derniers mois, s'est établi, sur une base annuelle, à 130 milliards de dollars contre 171 milliards en 1987. Sa vigueur est liée à la disparition des craintes d'une augmentation de ce déficit, les opérateurs admettant ce qu'ils avaient brulé et racheté par milliards de dollars dont ils se débarrassaient à tout prix il y a encore un mois, notamment au Japon.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 11.)

Soixante-dix millions de fidèles dans le monde

Les anglicans divisés par les femmes

Cinq cent vingt-cinq évêques anglicans participent, depuis le samedi 16 juillet et jusqu'au dimanche 7 août, à la conférence de Lambeth, qui réunit tous les dix ans à Cantorbéry (Angleterre) les principaux dirigeants de la Communauté anglicane. Les principaux sujets de débat seront l'ordination des femmes au ministère sacerdotal et les rapports avec l'Eglise romaine.

LONDRES
de notre correspondant

Instance suprême de la Communauté anglicane, qui réunit soixante-dix millions de fidèles dans le monde, la première assem-

blée de la conférence de Lambeth avait eu lieu en 1867. Elle s'était réunie, d'où son nom, au palais de Lambeth, à Londres, résidence, depuis sept siècles, du primat de l'Eglise d'Angleterre.

Celui-ci a gardé son titre historique d'archevêque de Cantorbéry. Saint Augustin, en 597, avait en effet érigé en évêché la capitale de ce qui était alors le royaume de Kent. Les prélats anglicans assisteront aux services religieux dans la vieille cathédrale de Cantorbéry, dont la construction remonte au XI^e siècle, mais ils travailleront, le plus souvent à huis clos, dans les bâtiments modernes de l'université voisine de Kent.

DOMINIQUE DHOMBRES.
(Lire la suite page 6.)



« La Clémence de Titus », à Aix-en-Provence

Une sobre magnificence

Une sorte de fil invisible relie cette « Clémence » très stylisée au « Don Giovanni » de Cassandre qui, depuis 1949 et pendant tant d'années, donna le ton du Festival d'Aix, fixa sa marque.

Cette nouvelle production est glorieuse, éclatante et sobre comme le triomphe de Titus dans sa clémence : tout est d'une sublime beauté : décors, lumières, les voix, le physique des personnages et l'orchestre dirigé par Armin Jordan comme jadis Hans Rosbaud, comme la musique même de Mozart.

Pendant l'ouverture, une scène muette évoque les adieux de Bérénice et de Titus, celui-ci révolté, puis résigné à l'infélicité ; destin d'autant plus cruel que, derrière l'empereur, un admirable trophée, quatre chevaux jaillissant dans les plis de grandes oriflammes, proclame sa puissance. Et ce trophée, apparaissant, disparaissant pendant l'opéra, marquera les limites et la

précarité de son existence, jouant à cache-cache avec la mort derrière les splendides colonnes mobiles qui délimitent tour à tour des appartements intimes et des salles d'apparat.

Bustes antiques, globe de marbre, astrolabe, obélisques sculptés, étincelants costumes d'officiers pleins de rêve comme pour le prince de Hombourg, gardes empanachés, toilettes de dames, un peu évaporées parfois avec leurs ombrelles, tout cela dans une couleur générale grise et blanche, avec quelques touches plus vives pour les personnages principaux (rouge ou noir pour Titus, Sextus et Vitellia), tel est le ton magnifique adopté par Michel Cacoyannis et son décorateur Nicholas Georgiadis.

Il s'accorde avec le raffinement des sentiments, des émotions, des gestes qui émanent des personnages. Le caractère stéréotypé de l'aria da capo, les longs débats des héros déchirés, sont soutenus par des jeux de scène d'une grâce et d'un naturel qui

rejoignent la transparence de la musique.

Et la distribution est un idéal mariage de voix pour ce « ballet blanc » de quatre femmes, dont deux interprétant des rôles masculins. Révélation de cette soirée, la toute jeune Hollandaise Charlotte Margiono, une Vitellia coquette, irrésistible et cruelle comme Alma Mahler, voix délicate et flamboyante, qui recèle toute l'ambition effrénée du personnage, jusqu'au moment où, enfin, elle rend les armes à Sextus, qui s'est sacrifié pour elle, sans espoir de retour.

Jeanne Piliand, idole d'Aix depuis quelques années dans ces rôles travestis de Mozart et de Strauss, donne une véritable stature à Sextus, personnage complexe, tourmenté, avec un timbre de velours noir, ravagé par le tumulte des sentiments contraires, des fidélités qui se combattent inextricablement en lui.

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 7.)

LE MONDE diplomatique

Juillet 1988

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE

La logique du libéralisme économique exige de gouverner par consensus. Mais en même temps elle aggrave les inégalités sociales. Alors que les socialistes français se rallient à l'impératif libéral, le Monde diplomatique entreprend la publication d'une série d'études sur « ces inégalités qui sapent la démocratie ». Premier article : les disparités de revenus.

ISRAËL-PALESTINE

Le partage...

De fragiles espoirs se font jour au Proche-Orient : sept mois après le début de la révolte des pierres : le projet de conférence internationale suscite des efforts renouvelés, grâce à la « modération constructive » des pays arabes qui soutiennent l'OLP et, aussi, à la nouvelle diplomatie soviétique. M. Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères d'Israël, propose quant à lui qu'on en revienne à l'idée de partage.

En vente chez votre marchand de journaux

Dates

Il y a trente ans

Le premier débarquement des « marines » au Liban

Il est 15 h 15, le 16 juillet 1958, dans la soirée de l'été beyrouthine, lorsque le premier « marine » s'élance de la barge de débarquement et, après quelques foulées dans l'eau, prend pied sur la terre libanaise. Il s'agit d'un soldat américain, un jeune homme d'origine texane, nommé Robert Murphy, qui est le premier des « marines » à franchir le seuil du Liban. Comme si c'était vraiment la guerre.

Mais que font donc là tous ces baigneurs à l'œil goguenard ? Où est l'ennemi ? Les « marines » en sont bientôt à zigzaguer entre les badauds accourus de toutes parts pour assister au spectacle d'un débarquement à l'américaine, comme au cinéma.

Dans les rangs de l'armée libanaise, on retient le chef d'état-major qui a donné l'ordre de tirer — en fait ? — deux ou trois salves de ses vieux canons. Pour l'honneur.

INSOLITE pour ne pas dire grotesque sur le terrain, l'intervention militaire américaine de 1958 au Liban fut d'une remarquable efficacité par ses effets politiques, locaux et régionaux. En quelques heures, cinq mille quatre cents hommes étaient déployés au Liban, en trois points stratégiques : Beyrouth, lieu de débarquement principal, Koleyate, au nord, et Rayak, dans la plaine de la Bekaa ; là, les Américains arrivèrent par avion. Les trois aéroports civils et militaires du pays étaient investis.

On vit ce jour-là des mastodontes blindés, hauts d'un étage et plus, d'invasibles véhicules surarmés dont on imaginait mal ici qu'ils puissent non seulement exister, mais encore qu'ils parviennent à traverser les rues étroites du vieux Beyrouth.

Le Liban était alors en crise depuis trois mois. Une « crise », pourrait-on dire, au regard de ce qui devait suivre en 1975. La première guerre du Liban ne fut, en termes de victimes (cinq cents), de dégâts et de durée (six mois), qu'une petite répétition de cette seconde guerre qui en est aujourd'hui à sa quatorzième année. Toutefois, l'enjeu était déjà très grand. Il s'agissait finalement de contenir le nationalisme triomphant, et cela fut fait.

américano-britannique, mais lui apporte son appui aux Nations unies.

Le nouveau maître du terrain à Bagdad, Abdel Karim Kassam, paraît doublement dangereux aux yeux des anglo-saxons : aux tous premiers jours de la révolution irakienne, en effet, il décide de solliciter la fois l'aide de l'Égypte et celle de l'URSS, secours très volontiers accordés. Certes, plus tard, Kassam allait devenir un irréductible

stratégique ainsi défini se traduise en termes politiques : à Amman, par la consolidation du pouvoir du roi Hussein, jusqu'à d'une instabilité totale, et à Beyrouth, par l'élection d'un nouveau président de la République.

Dans le sillage des « marines », Robert Murphy, un émissaire du président Eisenhower, arrive à Beyrouth à bord d'un Boeing qui, pour la première fois, relie

saura remettre le Liban sur des rails solides.

Confirmant à l'occasion qu'il sait être réaliste, Nasser acceptera le compromis. Il exprimera son approbation de façon spectaculaire en venant rencontrer le président Chehab, dès son entrée en fonctions, sous une tente à la frontière syro-libanaise, évitant ainsi au nouveau chef de l'État le pèlerinage à Damas ou au Caire, qu'il n'eût, d'ailleurs, sans doute pas effectué.

Jour de fête

Entre-temps, pour les « marines », cette première équipée libanaise, commencée comme une opération militaire dangereuse, mais contre un ennemi invisible, qui devait se révéler inexistante, s'est muée en excursion touristique. Un mois après avoir débarqué, ils pêchaient à la ligne sur le front de mer à Beyrouth ou effectuaient à Jbeil des manœuvres qui présentaient des allures de kermesse.

« C'était jour de fête pour les habitants de Jbeil et de toute la région, relatait le lendemain le journal l'Orient. Jeunes filles endimanchées, gamins et vieillards, souvent accompagnés par leur curé, toute la petite ville s'était transportée pour assister à l'exercice.

« Il y avait bien des « marines » sur la plage, et des hélicoptères, des chars amphibies et des mortiers, du matériel de camouflage et de télécommunications, des ordres donnés et exécutés (...). Il y a bien en jonction, quelque part dans la montagne, des deux « ailes » des troupes débarquées. Il y a bien aussi une impressionnante démonstration de chasseurs à réaction, qui ont effectué des rassemblements et des tonneaux à couper le souffle (...). Mais il y avait surtout cinq jeunes filles, cinq jeunes gens et cinq gamins pour chaque « marine ».

« Il y avait des familles qui s'étaient confortablement assises pour manger un fruit — à l'ombre d'un half-track (...). Il y avait des jeunes filles qui jouaient à l'échecs, avec des soldats « de garde » devant les mortiers. »

La tête basse

Deux mois après avoir mis le pied sur le sol libanais, les deux tiers des soldats américains avaient été retirés : mille cinq cents hommes étaient restés à la mi-août, et mille sept cents à la mi-septembre ; les autres le furent après l'arrivée au pouvoir du nouveau président.

Quelle différence entre l'atmosphère détendue de l'aventure de 1958 et le contexte dramatique de la deuxième opération militaire américaine au Liban, en 1982 : l'engagement des « marines » dans la force multinationale devait commencer sous les meilleurs auspices mais s'achever en désastre en 1984. Arrivés en leaders avec l'accord de toutes les parties en conflit au Liban, d'une certaine façon donc en sauveurs, les Américains ont embroché dans l'affaire leurs principaux alliés — France, Grande-Bretagne, Italie — et massés eux-mêmes, au large de Beyrouth, une impressionnante armada aéronavale. Cela ne leur évita pas de repartir la tête basse, après avoir été constamment harcelés. Ils ont laissé sur le terrain plus de trois cents morts, abandonnant en plein chaos un pays qu'ils prétendaient sauver.

En 1958, ils n'avaient perdu aucun homme par fait de guerre et avaient stabilisé le Liban, pour un temps au moins. Ils avaient alors, il est vrai, un objectif et des motivations beaucoup plus claires.

LUCIEN GEORGE.



Raif

Nasser

Le président libanais de l'époque, M. Camille Chamoun, avait essayé en vain d'internationaliser les problèmes auxquels il devait faire face, afin d'obtenir une intervention armée occidentale en sa faveur. Brusquement, ce qui aurait dû être pour lui une catastrophe — la révolution irakienne lui faisait perdre son principal appui arabe, le seul susceptible alors de faire contrepoids à Nasser — allait lui fournir l'occasion de cette intervention. Il ne fallut pas attendre le recul du temps pour se rendre compte que les « marines » avaient débarqué au Liban (et, le lendemain, les paracommandos britanniques en Jordanie) pour des considérations de stratégie régionale, tant pétrolière que militaire, et non pas vraiment pour le salut du seul Liban.

Cela fut évident dès le premier instant : l'édifice mis en place au Proche-Orient par l'Occident, dont la clé de voûte arabe était l'Irak, menaçait de s'écrouler avec la révolution qui avait emporté, le 14 juillet, à Bagdad, la monarchie et son redoutable serviteur, Noury Saïd. Pour empêcher la ruine, il ne restait qu'une solution : entrer en lice. Ce que firent Washington et Londres.

La France, récemment redevenue gaullienne, est trop occupée par l'affaire algérienne. Elle reste à l'écart de l'opération

ennemi de Nasser, mais en attendant, les événements de Bagdad semblent, pour les Occidentaux, porteurs d'un risque considérable, celui d'une vaste alliance Égypte-Syrie-Irak, entre les mains de Nasser.

Dès qu'ils eurent réussi leur démonstration de force, marquant leur détermination de ne plus accepter d'empiétements, les États-Unis mirent en œuvre le volet politique de l'opération. Mais au lieu d'imposer le maintien de l'homme qui les avait appelés à la rescousse — en leur donnant la justification de leur intervention, M. Camille Chamoun aspirait à un deuxième mandat présidentiel —, les Américains recherchèrent une solution équilibrée, tenant compte des données locales et régionales.

Khrouchchev et Nasser, après avoir protesté avec véhémence contre les interventions américaines au Liban et britannique en Jordanie, se montrèrent de leur côté réalistes. Ils devaient accepter que l'équilibre

directement les États-Unis au Liban. Le fait n'est pas anodin. La presse souligne l'exploit : un vol sans escale en onze heures. On est alors au temps où, au début de la course à l'espace, l'Amérique s'essouffait derrière l'URSS, forte du lancement de ses premiers spoutniks. Washington en est encore à présenter la traversée du pôle, sous la calotte glacière, par le sous-marin atomique Nautilus, comme une performance comparable à celle du lancement des premiers satellites soviétiques. Car les fusées américaines piquent du nez l'une après l'autre.

A tout point de vue, les États-Unis ont besoin de redorer leur blason. Superpuissance ou « tigre de papier » selon l'expression chinoise, le colosse américain a donné au Liban un coup d'arrêt à l'expansion soviéto-nassérienne au Proche-Orient et au-delà. A Beyrouth, Murphy prépare donc l'élection du nouveau président libanais. Ce sera le général Fouad Chehab, commandant en chef de l'armée, lequel

Un livre de Sophie Bessis et Souhayr Belhassen

Bourguiba avant Bourguiba

En albanais, nous apprenons d'emblée nos deux auteurs de *Jeune Afrique*, Sophie Bessis et Souhayr Belhassen, « Bourguiba » signifie « prisonnier ». Le combattant suprême, longtemps familier des géolés françaises, finit à présent sa vie dans une résidence surveillée où ses compatriotes l'ont envoyé depuis le « coup d'État médical » de 1987.

Cependant, c'est Habib Bourguiba d'avant le pouvoir et d'avant la chute que les deux journalistes tunisiennes ont voulu « reconstituer », se réservant, dans un second tome en préparation, qui partira de 1957, de décrire le régime bourguibiste.

Ce fils d'une famille de souche albanaise, venue à Monastir via la Tripolitaine, à l'extrême fin du dix-huitième siècle, est sans doute né en 1901. En tout cas, muni dès 1913 de son certificat d'études, ce

document français sera son passeport d'entrée dans la modernité. Aux pires moments de ses relations avec Paris — du protectorat à Bizerte, — il ne l'oubliera jamais. Aussi sera-t-il l'un des pères de la francophonie.

Souhayr Belhassen et Sophie Bessis ont beaucoup fouillé la période formatrice du jeune Bourguiba, retrouvant des faits, des photos qui éclaircissent fort utilement le reste de la carrière. Aussi peut-on regretter qu'elles paraissent reprendre à leur compte des inventions récurrentes comme les lieux publics interdits aux indigènes et aux chiens dans l'Afrique du Nord française.

On préférera le « Rastignac arabe » aux yeux de ciel s'installant au quartier Latin pour faire son droit, cachant déjà sa gorge fragile dans une longue écharpe.

Passionné par la politique française, il est bien différent de ses compatriotes, qui préfèrent courir le jupon parisien que les congrès radicaux. C'est là qu'il apprendra les façons susceptibles de rendre un jour à la régence sa souveraineté. « Je sentais qu'il y avait des mécanismes à comprendre. » Parmi ceux-ci, la respectabilité bourgeoise : grâce à son ami Mounier-Pillet, instituteur français converti à l'islam, Bourguiba conclut bientôt un faux mariage (le cortège n'ira pas à la mairie) avec Mathilde Lefras, veuve de guerre employée au ministère des finances, de douze ans plus âgée que lui. Puis c'est le retour en Tunisie, où le clergé français organise, en 1930, un provocant congrès eucharistique qui fouette l'islamo-nationalisme de la jeunesse. Le jeune avocat Bourguiba n'est pas en reste : aussi, dès 1934,

goûte-t-il à la déportation. Et c'est parti pour plus de vingt ans de combats, d'emprisonnements, de libérations (dont celle due aux nazis et dont on a tant parlé), et jusqu'à une fuite vers cette Égypte dans laquelle Bourguiba ne verra pas longtemps un recours.

La dernière étape, en compagnie de Mendès France, vers la fin du protectorat, est mieux connue et ne pouvait guère réserver de surprises. Elle n'en est pas moins présentée, comme le reste de la carrière hors pair de Bourguiba, avec un maximum de vie et de clarté qui sont les qualités majeures de ce premier volume.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

★ Sophie Bessis et Souhayr Belhassen, *Bourguiba*, tome I, *A la conquête d'un destin (1901-1957)*. Jeune Afrique livres, coll. « Destins », 190 pages, 60 F.

REVEILEZ VOTRE ANGLAIS pour gagner en 1992!

Dernier l'Europe! Rejoignez! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés. Stages "linguistiques" d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo. Sur le même principe, à toutes langues.

RENSEIGNEZ-VOUS VITE! Sue HUNTER N°VERT 05.19.66.00

APPEL GRATUIT Centre de Formation aux Langues 12 rue Lincoln (Champs-Élysées) 75008 PARIS

GRÈCE : déclaration

L'enquête sur l'attentat paraît

Les enquêteurs grecs ont publié hier leur rapport sur l'attentat contre le président de la République, le général Constantinos Karamanlis, le 21 septembre 1976. L'attentat avait été perpétré par un groupe d'extrême gauche, le « Front de libération nationale », qui visait à provoquer la chute du régime militaire qui avait pris le pouvoir en 1974.

Le rapport indique que l'attentat avait été préparé pendant plusieurs mois, avec l'aide de certains membres du gouvernement. Les enquêteurs ont également découvert que le groupe avait reçu des fonds provenant de l'étranger, notamment de la Turquie et de la Syrie.

Le rapport se termine par une condamnation sans appel du régime militaire, qui est accusé d'avoir permis l'existence de ce groupe et d'avoir tenté de le faire disparaître.

Le parti au pou

Le parti au pouvoir en Grèce, le Parti radical, a annoncé hier qu'il se préparait à affronter les élections législatives de septembre. Le parti a déclaré qu'il était prêt à défendre ses positions et à poursuivre sa politique de réformes.

Prudence embarrassée à Washington

Le Département d'État américain a exprimé hier sa prudence face à la situation en Grèce. Les responsables ont déclaré qu'ils étaient conscients des tensions existantes, mais qu'ils ne devaient pas intervenir avant d'avoir obtenu plus d'informations.

Le Département a également souligné l'importance de la stabilité en Grèce pour la région méditerranéenne. Il a déclaré qu'il continuait de surveiller de près l'évolution de la situation et qu'il était prêt à agir si nécessaire.

rines » au Liban

GRÈCE : déclarations contradictoires et rivalités

L'enquête sur l'attentat contre le « City-of-Poros » paraît bien brumeuse

Déclarations contradictoires, rumeurs d'arrestations, démentis... L'enquête sur l'attentat contre le bateau de croisière City-of-Poros, qui a fait neuf morts et quatre-vingts blessés, semble dans l'impasse et cette confusion générale pourrait bien jeter un froid dans les relations entre Paris et Athènes. Après plusieurs jours de silence, le gouvernement grec a, en effet, annoncé dans la soirée du vendredi 15 juillet qu'un étudiant français âgé de vingt-trois ans, Laurent Vigneron, identifié parmi les personnes décédées, a été reconnu par huit témoins comme l'un des membres du commando qui a attaqué la grève et à la mitrailleuse le navire, lundi dernier en mer Egée.

À la suite de cette information donnée par le ministre grec de la marine marchande, M. Evangelos Yannopoulos, le gouvernement français a demandé aux autorités grecques de lui apporter des « éclaircissements » et les « précisions nécessaires ». Le Quai d'Orsay estime qu'« aucun élément actuellement en sa possession n'indique que l'une des victimes françaises de ces événements tragiques pourrait en être l'un des auteurs ». D'autre part, tous les témoignages recueillis à Bourges auprès de la famille du jeune homme, étudiant en informatique, semblent démentir sa participation à l'opération de commando. Les parents, effondrés, ont trouvé « scandaleux que l'on puisse affirmer que Laurent soit un terroriste. (...) C'était un simple étudiant qui ne faisait pas de politique ». Il faisait un voyage de huit jours en Grèce avec son amie, Annie Audejean, vingt ans, qui est également portée disparue.

L'ambassadeur de France à Athènes devait rencontrer le ministre grec des affaires étrangères, M. Papoulas, samedi en fin de mati-

née, pour évoquer cette affaire. Vendredi soir, un porte-parole du ministère de la marine marchande a, semble-t-il, nuancé l'information donnée plus tôt dans la journée en indiquant que Laurent Vigneron était « un suspect parmi d'autres dont la police grecque examinait les activités ».

C'est la deuxième fois cette semaine que les autorités grecques mettent en cause un ressortissant français. Le jeune touriste Isabelle Bismuth, qui avait été photographié sur le bateau en compagnie d'un des terroristes présumés, avait en effet été présentée par la police grecque, dans un premier temps, comme « un des membres du commando ».

« Opération suicide »

Sur les neuf corps retrouvés après l'attaque, cinq n'ont toujours pas été identifiés avec certitude. Deux seraient de nationalité française. Ils sont carbonisés ou ont été déchiquetés par les explosions de grenades. Au moins deux des terroristes qui ont ouvert le feu sur les passagers du City of Poros ont péri, selon une source proche du ministère de la marine marchande. Le fait que ces hommes aient été tués laisse penser, selon la même source, que le commando était prêt à sacrifier sa vie dans une sorte d'« opération suicide ». L'un des terroristes pourreraient être Jossand Mohamed, âgé de vingt-neuf ans, reconnu sur une photo par des témoins.

À Athènes, les enquêteurs restent perplexes sur les mobiles des terroristes, qui ont délibérément ouvert le feu sur les touristes du bateau. Pourquoi s'être livrés à un tel carnage dans un pays connu pour ses prises de position en faveur de la cause

palestinienne ? L'hypothèse la plus couramment retenue reste celle d'une opération de chantage sur le gouvernement grec pour obtenir que le Palestinien Mohamed Rachid, jugé jeudi à Athènes (le Monde du 16 juillet), ne soit pas extradé vers les États-Unis. Mais le journal pro-gouvernemental Logos n'hésitait pas vendredi à épouser la thèse bien brumeuse selon laquelle l'attaque était « téléguidée » par les services de renseignements américains pour détourner l'attention de l'opinion mondiale de l'affaire de l'Aïrbus iranien abattu dans le golfe Persique avec deux cent quatre-vingt-dix personnes à bord.

Le porte-parole du gouvernement, M. Sotiris Kostopoulos, a déclaré que « toute tentative par des factions rivales de régler leurs comptes en territoire grec est intolérable, et la Grèce demande à tous ceux qui sont impliqués dans l'absurdité du terrorisme de renoncer à toute velléité d'importer leurs méthodes dans le pays ».

Son collègue de la marine marchande, M. Yannopoulos, a annoncé par ailleurs vendredi son intention de placer des commandos anti-terroristes à bord de tous les bateaux de croisière des lignes intérieures grecques.

L'enquête est compliquée par les rivalités qui semblent opposer différents services de police. La police grecque (ELAS), qui dépend du ministère de l'ordre public, et la police des ports, qui dépend de celui de la marine, ne paraissent pas avoir connoté ces derniers jours dans le meilleur esprit. La preuve en est que les porte-paroles des deux ministères ont tenu vendredi à organiser une conférence de presse commune pour tenter de dissiper cette flècheuse impression.

A. D.

URSS

Les autorités reconnaissent que la situation reste « tendue » à Erevan

Moscou manifeste des signes évidents d'impudence face à l'effacement de la situation en Transcaucasie, et la direction du parti communiste pour Erevan, la capitale arménienne, a été la cible d'une attaque en règle pour son incapacité à mettre fin aux grèves son premier secrétaire, M. Levon Sargsian, a même été démis de ses fonctions.

L'organe du PC arménien, Komounist, a publié, le vendredi 15 juillet, un compte rendu du plénum du parti à Erevan très critique pour la direction. Les intervenants à cette réunion ont estimé, selon le journal, que les autorités « n'ont pas su maintenir l'ordre et faire respecter la légalité, ce qui a conduit à des actions antisociales » parmi la population.

La télévision soviétique a confirmé vendredi que des arrestations ont été effectuées à Erevan parmi les Arméniens soupçonnés d'avoir participé aux heurts entre la troupe et les manifestants, le 5 juillet, à l'aéroport de la capitale arménienne.

Nouvelle réintégration à titre posthume

Le secrétariat de l'Union des écrivains soviétiques a annulé une décision prise en 1972 d'exclure de ses rangs le poète et chansonnier soviétique Alexandre Galich, contraint alors à l'exil et décédé à Paris en 1977. En annonçant la nouvelle le vendredi 15 juillet, l'agence Tass reconnaît qu'il était très populaire dès les années 60 en URSS, et accuse des « fonctionnaires de la culture » d'avoir qualifié ses ballades satiriques de « séditieuses ».

Certaines de ses poésies ont été publiées ces derniers mois à Moscou, et une de ses pièces, la Grande Terre ou les Silences du marin, vient d'être montée dans un théâtre de la capitale après avoir été interdite pendant trente ans. — (AFP.)

A Novotcherkask

Des heurts entre l'armée et des grévistes avaient fait 80 morts en 1962

Un journal régional soviétique vient d'évoquer pour la première fois officiellement les graves incidents qui s'étaient produits en 1962 à Novotcherkask, dans le sud de la République de Russie. L'armée avait ouvert le feu sur des ouvriers qui manifestaient contre des hausses de prix, et, selon un bilan officiel, quatre-vingts personnes avaient été tuées.

L'article, signé Olga Nikitina, est paru dans Komounist, journal de la jeunesse communiste de la région de Rostov-sur-le-Don, le 22 juin, et n'est parvenu à Moscou que cette semaine. Il s'appuie sur divers témoignages de personnes ayant assisté aux affrontements.

Les premiers signes de troubles étaient apparus en mai 1962, lorsque les ouvriers d'une fabrique de locomotives de Novotcherkask s'élevèrent contre des réductions salariales en raison de la faiblesse de la productivité.

Après l'annonce, le 1^{er} juin, d'une hausse des prix alimentaires, les ouvriers ont cessé le travail et se sont rassemblés, exigeant de rencontrer le directeur de l'établissement.

Selon des militants arméniens, 36 personnes avaient été arrêtées en début de semaine, dans la rue ou à leur domicile, au lendemain d'une réunion à Erevan de responsables du comité central du PCUS et du PC arménien. Une des personnes arrêtées, relâchée mardi dans la soirée, a affirmé que les enquêteurs cherchaient des témoignages sur des blessures infligées par les manifestants aux soldats. — (AFP.)

Des témoins racontent que la foule en colère a alors pris le contrôle de l'usine. Les efforts de la direction pour ramener le calme ont été accueillis par une volée de pierres et de bouteilles, et des huées. Les charges des policiers ont été repoussées, et l'armée a été incapable de maîtriser la situation.

Le lendemain, des chars sont arrivés, sans pouvoir dissuader les ouvriers, qui ont tenté d'investir le siège de la police et du Parti communiste. Venu spécialement de Moscou, Anastase Mikhaïlov, membre du bureau politique, a tenté de parler aux ouvriers et a reçu une délégation de cinq grévistes.

Mais, peu après, une fusillade a éclaté. Selon le chauffeur d'un véhicule blindé, cité dans l'article, c'est un soldat qui a tiré le premier coup de feu, en situation d'autodéfense, car un ouvrier tentait de s'emparer de son arme. L'article reste vague sur la suite des événements. Selon d'autres témoignages, les autorités ont fait évacuer les corps des victimes et les ont enterrés en secret. — (Reuter.)

Amériques

MEXIQUE : après une élection difficile

Le parti au pouvoir tenté par une « perestroïka »

MEXICO de notre correspondant en Amérique centrale

« C'est un nouveau pays! Plus rien ne sera comme avant! Le Mexique a changé. » C'est la constatation unanime que font les Mexicains à la suite des élections, à défaut d'être d'accord sur les résultats que l'opposition a entrepris de contester par tous les moyens, y compris devant les tribunaux. Dans la rue, la droite a mobilisé quinze mille personnes dans la deuxième ville du pays, Guadalajara, tandis que la gauche devait organiser samedi une grande manifestation dans la capitale.

Si le Mexique a effectivement changé, tout le monde se demande, en revanche, si le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) est capable de se transformer. La formation politique au pouvoir depuis 1929 est-elle vraiment en mesure de « démocratiser » son fonctionnement,

comme s'est engagé à la faire son candidat à la présidence de la République, M. Carlos Salinas de Gortari, qui prendra ses fonctions à la tête de l'Etat le 1^{er} décembre — si sa victoire n'est pas remise en cause d'ici là ?

Encore secoué par les moments pénibles qu'il vient de vivre après avoir cru pendant des mois à une victoire facile (il n'a obtenu que 50,36 % des suffrages exprimés), M. Salinas a fait, au cours des derniers jours, de nombreuses déclarations en faveur du « pluralisme politique » et de la « démocratisation du système présidentiel ». S'adressant aux cadres et aux élus du PRI, il leur a demandé de tirer les leçons des défaites enregistrées aux élections législatives (l'opposition a remporté 340 des 505 sièges de la Chambre des députés et 4 sur 60 au Sénat). « J'ai reçu un mandat clair en faveur du changement, a-t-il déclaré, nous allons marcher au rythme de la nation. »

Les quelque deux mille cadres du PRI lui ont réservé, le jeudi 14 juillet, un accueil enthousiaste, à la mesure, sans doute, de la peur bleue que lui a fait vivre l'opposition le jour du scrutin. Plusieurs dirigeants du PRI ont reconnu, comme l'avait déjà fait M. Salinas lui-même, que les élections avaient marqué « la fin de l'hégémonie du PRI sur la vie politique mexicaine ».

Engouement démocratique

La président de la République en exercice, M. Miguel de la Madrid, a lui aussi évoqué le début d'une « nouvelle ère » et la « nécessité d'une démocratisation intégrale ». Les journaux favorables au gouvernement ont embelli le pas et l'un d'entre eux titre à la « une » en lettres gigantesques « Perestroïka » pour le PRI.

Cet engouement soudain pour la démocratisation, à laquelle les diri-

geants du parti ont pendant si longtemps résisté, ne manque pas de paraître suspect à beaucoup de Mexicains. « Comment peut-on croire à la sincérité de l'engagement de M. Salinas en faveur de la démocratie, affirme l'opposition, alors que le gouvernement vient de prouver le contraire en organisant une fraude généralisée pour faire gagner son candidat ? »

Il est vrai que les indices en faveur d'un changement d'attitude de la part des dirigeants du PRI ne sont pas encore très convaincants. C'est ainsi qu'on a pu entendre les cadres les plus discrédités prendre position en faveur de la démocratisation. Parmi eux, le président du parti, M. Jorge de la Vega, qui continue d'affirmer contre vents et marées que les élections du 6 juillet furent « les plus propres » jamais organisées depuis la révolution de 1910.

Quelques voix, pourtant, s'élèvent pour dénoncer la gérontocratie et

l'immobilisme au sein du PRI et de ses nombreuses organisations. Les dirigeants de la Jeunesse progressiste du parti, MM. Ramiro de la Rosa et Alejandro Rosas, qui se disent la « conscience critique du parti », estiment que le PRI n'a plus le choix : « Pour survivre, il doit changer radicalement d'attitude et redevenir un parti progressiste. »

« Il faut mettre un terme au monarchisme bureaucratique qui permet aux cadres du PRI de coopérer leurs propres enfants à des fonctions politiques, disent-ils. Nous devons en finir avec le principe de l'élection à vie des dirigeants syndicaux. Il faut enfin exiger la convocation d'un conseil national extraordinaire pour refaire les statuts du parti et procéder à une élection pour remplacer les dix-huit membres du conseil exécutif national. Le PRI est devenu un monstre hybride, un ensemble de coquilles vides. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

TURQUIE : mauvais traitements

Un organisme international dénonce les sévices infligés aux enfants dans les prisons

GENÈVE de notre correspondant

Dans un rapport publié le mardi 12 juillet à Genève sur la situation des enfants emprisonnés en Turquie, l'organisme Défense des enfants internationaux (DEI) affirme que la torture est monnaie courante dans ce pays et que l'assistance juridique y est trop rare. Les autorités d'Ankara, si elles se doutent de l'ampleur du drame, ne sont pas pour autant en mesure — par exemple — d'évaluer le nombre d'enfants en détention préventive.

Selon l'enquête réalisée par un enseignant et un pédagogue britanniques, un nombre impressionnant d'enfants détenus à la prison Bayram-Pacha à Istanbul déclarent avoir été battus et torturés durant leur interrogatoire par la police. Une jeune fille affirme avoir subi des électrochocs et plusieurs enfants disent avoir reçu la falaka (coups de baguette répétés donnés sous la plante des pieds).

Un des commissariats de police d'Istanbul est cité à plusieurs reprises dans le rapport comme étant un centre spécialisé dans les mauvais traitements pour extorquer des aveux aux enfants. L'un de ceux-ci, âgé de treize ans, a été détenu durant deux mois pour avoir volé de la nourriture; un autre, de quatorze ans, était incarcéré depuis plus de dix-huit mois dans la prison d'Ankara pour « délits sexuels »; quatre enfants, dont l'aîné avait onze ans, ont été emprisonnés pour avoir mendié auprès de touristes.

Un psychologue des prisons, cité par le périodique turc Nöke en mai 1987, a constitué soixante-dix dossiers sur des adolescents détenus qui ont été violés. Certains « s'adaptent aux circonstances et acceptent ces sévices contre rétribution; les prix vont d'un paquet de cigarettes à 30 000 ou 40 000 livres turques ». Le rapport souligne les conséquences néfastes de l'emprisonnement d'enfants dans la même cellule que des adultes au casier judiciaire parfois lourdement chargé.

Les responsables de DEI tiennent cependant à préciser que la Turquie est malheureusement loin d'être le seul pays qui peut être accusé de telles pratiques, et ils indiquent que leur objectif est de faire en sorte que ce pays respecte sa loi qui, depuis 1979, prévoit la mise en place de tribunaux pour enfants.

Il existe aussi des établissements destinés à la rééducation des jeunes délinquants où un personnel compétent et dévoué déploie une activité satisfaisante, mais ces institutions ne sont qu'un nombre de trois dans tout le pays.

ISABELLE VICHNIAC.

Prudence embarrassée à Washington

WASHINGTON de notre correspondant

Après huit jours d'un silence à peu près absolu, un porte-parole du département d'Etat a, le jeudi 14 juillet, « pris note de la publication des résultats des élections présidentielles » au Mexique, ajoutant que l'administration américaine « envisageait avec plaisir de travailler avec le nouveau président ».

Le porte-parole a ajouté que le président Reagan allait envoyer dans la journée un message de félicitations au vainqueur du scrutin, M. Salinas de Gortari.

Formellement, l'attitude de l'administration peut être considérée comme « normale » : aucune réaction tant que les résultats officiels n'étaient pas proclamés — même si le dépouillement a duré huit jours et suscité de véhémentes accusations de fraude. Puis réaction strictement protocolaire, sans aucun commentaire sur le fond, ni sur la manière dont s'est déroulé le scrutin. On ferme les yeux, après avoir le plus longtemps possible fermé la bouche.

En fait, cette remarquable discrétion apparaît à la fois comme le signe d'un embarras compréhensible et le fruit d'une longue expérience des relations avec le Mexique, pays important s'il en est pour les États-Unis. Washington ne veut surtout pas se mettre dans la peau du gringo arrogant et d'empêcher de leçons, ce qui ne ferait qu'attiser le feu tou-

jours latent au Mexique de l'anti-américanisme.

Le Mexique est une telle source d'ennuis potentiels pour les États-Unis (troubles politiques, catastrophe économique, ruée redoublée d'immigrants illégaux à travers la frontière) que la plus grande prudence semble de mise. En d'autres circonstances et à propos d'autres pays, Washington aurait sans doute au moins relevé les interrogations que suscite le résultat contesté des élections : au contraire, l'administration s'est faite aussi discrète possible.

D'abord, le maintien au pouvoir du PRI apparaît ici comme un moindre mal, par rapport à la victoire d'une opposition de gauche qui aurait pu être tentée de se réfugier dans un nationalisme intransigent et des expériences économiques inquisiteuses pour les créanciers du Mexique. Ensuite, les responsables américains peuvent faire valoir que, à l'intérieur du PRI, M. Salinas de Gortari incarne une tendance rénovatrice, et que le résultat des élections témoigne au moins d'un certain mouvement vers une plus grande démocratie. Dans bien d'autres pays d'Amérique latine, Washington est amené, bon gré mal gré, à s'accommoder du pouvoir en place; d'autant plus au Mexique. Que ce pays apparaisse fragile comme un château de cartes est une raison supplémentaire de retenir son souffle.

JAN KRAUZE.

EN BREF

● **AFGHANISTAN** : démentit de la résistance. — La résistance afghane a rejeté, le samedi 16 juillet, les accusations selon lesquelles elle aurait lancé vingt obus sur Kaboul la veille, comme l'a écrit le quotidien soviétique Tass (le Monde du 16 juillet). « Nous avons lancé cinq roquettes et soudain nous avons vu vingt explosions », a affirmé Abdul Haq, chef de la principale force de résistance à Kaboul. Selon lui, les forces soviéto-afghanes ont bombardé des quartiers résidentiels pour discréditer les moudjahidins et anéantir un nouveau réseau lié à la résistance. — (AFP, AP, Reuter.)

● **ÉTATS-UNIS** : M. William McCarthy nouveau président des « teamsters ». — M. William McCarthy, responsable du syndicat des camionneurs (teamsters) pour la Nouvelle-Angleterre, a été choisi, le vendredi 15 juillet, pour remplacer Jackie Presser, qui a été élu à la tête du plus puissant et du plus corrompu des syndicats américains (1,8 millions de membres). Agé de soixante-neuf ans, M. McCarthy a été finalement préféré au successeur désigné de Jackie Presser, M. Mathias, trésorier de l'association, qui faisait office de président par intérim. Le nouveau président des teamsters, qui devra effectuer un premier mandat de trois ans, aura la tâche délicate d'affronter l'offensive judiciaire lancée contre le syndicat par le gouvernement qui l'accuse

d'avoir toujours partie liée avec la Mafia. Jackie Presser lui-même, peu avant sa mort, avait été accusé d'association de malfaiteurs et de détournement de fonds (le Monde du 12 juillet). — (AFP, Reuter.)

● **GUATEMALA** : limogeage du ministre de l'intérieur. — Le président du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, a limogé le vendredi 15 juillet le ministre de l'intérieur, M. Juan José Rodil. M. Rodil était devenu depuis plusieurs mois la cible des critiques de l'opposition. Les principaux responsables de la sécurité d'Etat ont également été démis de leurs fonctions. — (AFP.)

● **NIGER** : un nouveau premier ministre. — Le chef de l'Etat nigérien, le général Ali Saibou, a procédé, le vendredi 15 juillet, à un vaste remaniement ministériel, en nommant notamment au poste de premier ministre l'actuel ambassadeur du Niger au Canada, M. Mamane Oumarou, en remplacement de M. Hamid Elgadi. C'est la seconde fois en moins de cinq ans que M. Oumarou est appelé à la tête du gouvernement. La nouvelle équipe compte vingt-neuf membres : neuf ministres quittent le gouvernement et douze y font leur entrée, dont M. Allèle Elhadj Habibou qui devient le ministre des affaires étrangères. — (AFP.)

● **RFA** : M. Ganscher sera à Moscou début août. — Le ministre ouest-allemand des affaires étran-

gères, M. Hans-Dietrich Genscher, se rendra à Moscou les 1^{er} et 2^{es} août. Il sera reçu par MM. Gorbatchev et Chevardnadze pour discuter des récentes propositions soviétiques sur le désarmement et préparer la visite prochaine du chancelier Kohl. Le dernier voyage de M. Genscher à Moscou remonte au mois de juillet 1987.

● **TCHAD** : ralliement de l'UPT. — L'Union populaire tchadienne (UPT) a décidé de rejoindre le Tchad et de « se mettre à la disposition » du gouvernement de M. Hissène Habré, a-t-elle annoncé, le vendredi 15 juillet, dans un communiqué remis à l'AFP à Lagos. Le gouvernement de M. Habré est « la seule instance suprême pouvant garantir la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et l'indépendance du Tchad », ajoute le communiqué. — (AFP.)

● **YUGOSLAVIE** : des promesses pour les grévistes d'Agrokomerc. — Les quelque 1 500 grévistes du complexe agroindustriel Agrokomerc, de Velika-Kladusa en Bosnie-Herzégovine, arrivés, le vendredi 15 juillet à Belgrade, ont quitté le siège des syndicats dans la soirée avec des promesses de voir leur revendications satisfaites d'ici à l'automne. Ils ont obtenu l'assurance que leurs salaires seraient portés de 520 000 à 175 000 dinars (environ 520 francs) et que le parlement de Bosnie-Herzégovine examinerait la possibilité de leur verser une prime de vacances. (AFP)

Diplomatie

Fin de la réunion du pacte de Varsovie

Nouvelles propositions de l'Est en matière de désarmement conventionnel

Les travaux du Comité consultatif politique du pacte de Varsovie se sont achevés, le samedi 16 juillet, par l'adoption d'un communiqué et de deux documents.

Le premier constitue une « déclaration des pays membres du pacte au sujet des négociations sur la réduction des forces armées et des armes conventionnelles en Europe ». Le deuxième porte sur les « conséquences de la course aux armements pour l'environnement et autres aspects de la sécurité écologique ». Aucun autre détail n'était encore connu samedi en fin de soirée.

La veille, au cours d'un dîner réunissant les sept délégations (URSS, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, RDA, Hongrie, Bulgarie), le secrétaire général du PC roumain, M. Nicolae Ceausescu, avait donné quelques précisions :

« L'ouverture - la plus tôt possible - de négociations avec l'OTAN sur l'élimination en Europe de toutes les armes nucléaires de plus courte portée » (SRINF (1), missiles tactiques opérationnels de 500 à 1 000 kilomètres de portée) ;

« L'ouverture de négociations concrètes entre les pays membres des deux alliances militaires (OTAN et pacte de Varsovie) sur la réduction des forces armées et des armes conventionnelles » en Europe. Il s'agit visiblement de la réunion d'une conférence paneuropéenne, proposée par M. Mikhail Gorbachev, lundi dernier, au premier jour de sa visite officielle en Pologne. Le dirigeant soviétique avait, à priori, adressé cette proposition aux seuls Européens. Ceux-ci, qui y ont vu un moyen de décloisonner entre le Vieux Continent et les Etats-Unis, l'ont rejeté. Moscou a fait alors rapidement savoir qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que Américains et Canadiens soient présents à cette réunion.

M. Ceausescu a encore dit que les participants au sommet ont adopté « d'autres propositions, particulièrement importantes, concernant des mesures visant à approfondir la confiance, la sécurité et la coopération paneuropéenne sur le Vieux Continent ».

Selon le général Jaruzelski, qui a également prononcé une allocution au dîner, ces propositions portaient sur une « réduction du niveau de la confrontation militaire » et sur « l'approfondissement des mesures de confiance ».

« Nous (le pacte de Varsovie) aspirons honnêtement à consolider et à approfondir la détente ainsi qu'à éliminer les mesures de confiance sur de solides bases », a-t-il ajouté. M. Ceausescu a enfin fait remarquer que le sommet du pacte de Varsovie est opposé à « toute militarisation de l'espace et notamment à l'IDS » (« guerre des étoiles »).

Le sommet se déroule au niveau des secrétaires généraux ou premiers ministres des pays membres, avec la participation du commandant en chef des forces unifiées du pacte de Varsovie, le maréchal soviétique Viktor Koulikov. — (AFP.)

(1) Shorter Range-Intermediate Nuclear Forces.

La tournée de M. Shultz en Asie

Pékin a donné des garanties à Washington sur ses ventes d'armes au Proche-Orient

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, poursuit sa tournée en Asie et dans le Pacifique en Corée du Sud, où il est arrivé le samedi 16 juillet. Il a été déclaré convaincu que les Jeux olympiques, que la capitale sud-coréenne abritera en septembre, se dérouleront dans de bonnes conditions.

M. Shultz venait de Pékin, où il a abordé, notamment avec M. Deng Xiaoping, deux dossiers prioritaires aux yeux des Américains : le Cambodge et les ventes d'armes chinoises au Proche-Orient.

Sur ce dernier point, M. Shultz a indiqué qu'il avait obtenu l'assurance que les ventes de missiles balistiques chinois au Proche-Orient n'ont concerné que l'Arabie saoudite. Ces missiles à moyenne portée, capables d'atteindre Israël et d'emporter une charge nucléaire, n'ont pas été vendus à d'autres pays de la région, lui ont affirmé les Chinois.

Les Etats-Unis s'inquiètent, en particulier, d'informations qualifiées de « sans fondement » à Pékin et faisant état de tentatives de la Chine de vendre un nouveau missile de courte portée, le M-9, à la Libye, la Syrie, l'Iran et le Pakistan. « Cette question, j'en suis sûr, continuera d'occuper une place impor-

tante dans nos rencontres », a ajouté M. Shultz, précisant qu'aucun accord formel n'a été obtenu lors de ces entretiens, jeudi, avec le ministre chinois de l'Industrie étrangère, M. Qian Qichen.

Sur le Cambodge, M. Shultz a déclaré que la Chine et les Etats-Unis avaient des positions « assez similaires » sur la question du retour au pouvoir des Khmers rouges. « J'ai dit aux Chinois que nous savais, à notre avis, y avoir de retour au pouvoir des Khmers rouges », a-t-il ajouté en marquant son soutien au prince Sihanouk, qui a démissionné de la présidence de la résistance. L'ancien monarque cambodgien a été réélu président de l'Union, « le personnage principal en puissance, autour de qui un futur gouvernement doit être organisé au Cambodge », a dit M. Shultz.

Le prince, qui se trouve à Paris depuis le début de la semaine, doit de nouveau se rendre en Chine pour quelques jours, sans doute fin juillet, avant de gagner en principe Pyongyang, puis la Thaïlande. Le prince doit également visiter l'Indonésie, mais on ignore toujours si ce séjour coïncidera avec la « réunion informelle » prévue le 25 juillet à Bogor (Java) entre les factions cambodgiennes et le Vietnam.

NATIONS UNIES

M. Reagan subordonne le paiement de la dette américaine à de nouveaux « progrès »

Le président Ronald Reagan a demandé aux Nations unies des efforts supplémentaires en vue d'une réforme de l'organisation mondiale afin de permettre aux Etats-Unis de verser leurs arriérés de contributions.

Le président américain a déclaré, le vendredi 15 juillet, au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, que « les Etats-Unis reconnaissent leurs obligations vis-à-vis de l'ONU », mais que « des progrès supplémentaires sont nécessaires pour satisfaire les préoccupations du Congrès, partagées par le gouvernement ». Prêt de dire au début de son entretien avec M. Perez de Cuellar si Washington paierait ses dettes à l'ONU, M. Reagan avait répondu : « Nous avons à nouveau quelques problèmes avec le Congrès à ce propos ».

La dette américaine à l'ONU est de 532 millions de dollars. Des éléments conservateurs du Congrès ont subordonné le paiement des arriérés à des réformes de l'organisation internationale, notamment sur son budget et le statut de son personnel.

Il semble que M. Perez de Cuellar n'ait pas réussi à convaincre Washington de payer.

Le refus américain fait peser une ombre d'apathie sur l'organisation mondiale, qui risque de se trouver avec des coffres vides dès cet automne. Après avoir critiqué les mauvais payeurs soviétiques à l'ONU pendant des années, les Etats-Unis sont devenus le plus important débiteur des Nations unies, dont ils doivent assurer 25 % du budget. Très critique à l'égard de l'ONU au début de la présidence Reagan, le gouvernement américain avait commencé il y a trois ans à suspendre des paiements à cette organisation pour obtenir une rationalisation de sa gestion. — (AFP.)

● VIETNAM : M. Nguyen Van Linh à Moscou. Le secrétaire général du Parti communiste vietnamien (PCV), M. Nguyen Van Linh, a quitté Hanoi le vendredi 15 juillet pour une visite officielle en URSS, à l'invitation du numéro un soviétique Mikhail Gorbachev, a annoncé l'agence vietnamienne d'information VNA. M. Linh, dont la précédente visite à Moscou remonte à mai 1987, se trouvait depuis quelques jours à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon) en compagnie de la plupart des dirigeants vietnamiens et aucune information n'avait filtré sur son départ pour Moscou. — (AFP.)

Proche-Orient

La tragédie de l'Airbus devant les Nations unies

Le Conseil de sécurité recherche une formule de compromis entre l'Iran et les Etats-Unis

Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies se sont, le vendredi 15 juillet, efforcés de donner quelque satisfaction à l'Iran dans sa plainte concernant la destruction de l'Airbus, sans heurter les Etats-Unis.

Selon un représentant occidental, le problème auquel est confronté le Conseil est de trouver une formule acceptable par les Etats-Unis, pour qui cette affaire fut un accident, tout en évitant que les Iraniens ne repartent les mains vides, ce qui aurait pour effet d'affaiblir un peu plus l'influence de l'ONU dans la recherche d'un règlement dans le conflit du Golfe. L'Iran doit toutefois accepter le fait qu'une condamnation catégorique des Etats-Unis (qui ont un droit de veto au Conseil en tant que membre permanent) est impossible, a ajouté ce délégué.

Déclarant, y voir « une sorte d'automne », l'Iran a écarté, vendredi, l'offre d'indemnisation du président Reagan en faveur des familles des deux cent quatre-vingt-deux victimes de l'Airbus. « Nous n'avons pas besoin de pitié », a déclaré ce propos le chef de la diplomatie de Téhéran, M. Velayati, lors d'une conférence de presse à New-York. Il a insisté sur la nécessité pour les Etats-Unis de reconnaître leur responsabilité dans la tragédie. « Ce serait là, a-t-il dit, une attitude acceptable et raisonnable », mais a reproché au responsable américain d'avoir mis, dans son appel, l'Irak et l'Iran sur un pied d'égalité, rappelant, à ce propos, que son pays

avait exprimé, à maintes reprises et « sans équivoque, son désir d'une paix globale et durable ».

Regain de tension dans le Golfe

La tension est montée d'un cran vendredi, dans le Golfe, où une nouvelle confrontation américano-iranienne a failli avoir lieu lors de l'intervention de la marine de guerre américaine pour protéger un pétrolier libérien, le Sea-Victory, cible d'une attaque iranienne. Le Sea-Victory, qui a été pris sous le feu de vedettes rapides des gardiens de la révolution près de l'île iranienne de Farsi, alors qu'il se dirigeait, à vide, vers le Koweït, a demandé l'assistance de la flotte américaine. La frégate américaine Robert-Bradley, qui croissait à 36 kilomètres du lieu de l'attaque, a préféré attendre que

le pétrolier quitte les eaux iraniennes pour intervenir, afin, semble-t-il, de ne pas provoquer une nouvelle confrontation directe avec l'Iran.

Selon certains observateurs, cette apparente retenue des Américains est due au souci de Washington de ne pas compromettre les tentatives de rapprochement avec Téhéran. Une fois de plus, cependant, M. Velayati a démenti vendredi, au cours de sa conférence de presse, les informations selon lesquelles Washington et Téhéran se dirigeaient peu à peu vers une reprise des contacts. « L'administration américaine, a-t-il dit, a malheureusement adopté, après la victoire de la révolution iranienne, une attitude hostile à l'Iran. Je peux vous assurer qu'il n'existe entre nous de pourparlers ni en cours ni en projet ». — (Reuters, AFP.)

Les nouveaux réfugiés palestiniens de l'« intifada »

Jérusalem (AFP). — Plus de soixante-dix maisons de Palestiniens ont été détruites en Cisjordanie et à Gaza depuis le début de l'« intifada » (soulèvement) par l'armée israélienne et une quinzaine d'autres sèches pour « raisons de sécurité », créant une nouvelle génération d'environ un millier de réfugiés palestiniens.

La plupart de ces nouveaux réfugiés vivent sous des tentes sur leur terrain exproprié par l'armée, indique un représentant d'une organisation humanitaire. Les maisons sont détruites lorsqu'un de ses occupants est accusé d'avoir participé à des « opérations terroristes », d'appartenir à des organisations interdites ou d'être responsable d'accidents.

« C'est devenu un problème très sérieux », a déclaré, en décembre, est que l'on assiste à une banalisation et à une très nette accélération des destructions de maisons palestiniennes, alors que, dans le passé, la décision de dynamiter une maison était considérée comme une mesure d'une extrême gravité », estimait-on de même source.

Un réfrigérateur sous un figier

Du côté militaire israélien, on confirme que le nombre de maisons détruites s'élève à environ soixante-dix. Un porte-parole de l'armée souligne que les terrains sur lesquels se trouvaient les maisons détruites sont expropriés et que les anciens propriétaires n'ont pas le droit de reconstruire.

Plusieurs organisations humanitaires palestiniennes estiment qu'il faut ajouter à ce chiffre celui des maisons détruites pour « constructions abusives » par l'armée israélienne. Des milliers de maisons en Cisjordanie et à Gaza sont construites sans l'obtention de toutes les autorisations requises par l'administration militaire israélienne. Les autorités, en temps normal, ferment les yeux. Mais dès qu'un quartier devient trop dense, la loi est alors appliquée à la lettre et les maisons détruites. Toutefois, selon un porte-parole de l'administration militaire, ce type de destructions n'a pas de caractère punitif. « Nous ne faisons qu'appliquer les anciennes lois jordaniennes civiles », a-t-il ajouté.

La maison de M. Alcha Heremi, une veuve de soixante ans, vient d'être dynamitée à Bethléem (Cisjordanie). La famille de huit personnes, dont une petite fille de deux ans et ses grands parents âgés de

quatre-vingt-cinq ans, vit dans deux tentes aménagées dans le jardin, à proximité des débris de leur maison effondrée. Sous un figier ont été déposés un vieux réfrigérateur, quelques carcasses de sommiers tordus et des chaises rendues informes par la violence de l'explosion.

« Une cinquantaine de soldats sont arrivés le 5 juillet à minuit. Deux de mes fils, Omar et Ibrahim, âgés respectivement de dix-sept et dix-huit ans, sont actuellement en prison et j'ai cru qu'ils venaient arrêter mon troisième garçon. Ils m'ont alors présenté un document écrit en hébreu autorisant la destruction de la maison et nous ont donné une demi-heure pour vider les meubles dans le jardin », raconte M. Heremi.

Ibrahim est actuellement en prison, accusé d'avoir lancé un cocktail Molotov sur une jeep de l'armée. M. Heremi, dont le mari n'avait pas fini de payer les crédits de la maison, est privée de revenus. Elle indique qu'elle vit grâce à la « solidarité des voisins ».

« Avant, seuls mes deux fils travaillaient les Israéliens. Aujourd'hui, nous sommes huit », conclut-elle amèrement.

M. Jamila Ahmed Shehade vit depuis le 7 avril dans une tente de la Croix-Rouge internationale à Beit, à côté des débris de son ancienne demeure. Des moutons paissent à proximité. Son fils, Hicham, est accusé d'avoir lancé un appel à la mosquée pour attaquer les jeunes colons qui traversaient le village. Le 6 avril, de sanglantes incidents opposèrent les jeunes colons aux villageois de Beit, évalés fait trois morts, dont une jeune fille israélienne de quatorze ans. « Les jeunes gens avaient tellement peur des représailles que la plupart, dont mon fils, se sont enfuis du village, soutient M. Shehade. Les soldats sont arrivés avec des listes et ont détruit treize maisons, sans aucune enquête ».

A Janiya, près de Ramallah, Hassan Yousef Assad, âgé de soixante-dix ans, dont la maison a été détruite mercredi à l'heure sous les projecteurs de la télévision israélienne, est effondré. Alors que les chabab, les jeunes Palestiniens, installent une tente sur les ruines de la maison, M. Assad s'écrit : « Je ne suis pas responsable des engagements politiques de mon fils », accusé d'avoir lancé un cocktail Molotov. « Qu'allons-nous devenir, nous n'avons pas même le statut de réfugiés. J'ai mis trente ans à bâtir ce tas de pierres ».

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Le soixante-dixième anniversaire de Nelson Mandela

Le gouvernement sud-africain a reçu de nombreux messages lui demandant de libérer Nelson Mandela à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire. Le chancelier Kohl invite le président Pieter Botha à « adresser un signal à [son] peuple ». « C'est la seule manière, écrit-il, pour que le dialogue national que vous-

même prénez toujours devienne réalité ». De son côté, dans un appel aux autorités de Pretoria, le secrétaire britannique au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, estime que « la libération de M. Mandela est capitale pour les perspectives de changements pacifiques en Afrique du Sud ».

Une journée comme les autres

JOHANNESBURG de notre correspondant

Nelson Mandela ne recevra pas de visite de sa famille, le lundi 18 juillet, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire. Le célèbre prisonnier politique a refusé la faveur, qui lui avait été accordée exceptionnellement par le gouvernement, de voir les siens pendant six heures. Son épouse Winnie a expliqué, par l'intermédiaire de son avocat, qu'il n'était pas question pour lui d'accepter de concessions du pouvoir puisqu'il ne veut aucun privilège pour lui-même et que tous les autres prisonniers n'y ont pas droit. Winnie Mandela a déclaré qu'elle passerait ce jour anniversaire tranquillement chez elle.

Le bureau gouvernemental d'information a fait savoir qu'un cas où Nelson Mandela changerait d'avis, l'offre tenait toujours. Normalement, l'ancien dirigeant du Congrès national africain (ANC) a droit, chaque année, qu'à trente visites de quarante minutes maximum avec au plus deux personnes.

Dans un communiqué, M. Stoffel Van der Merwe, ministre de l'information, a fait remarquer à propos d'une éventuelle remise en liberté que « les considérations humanitaires jouent un rôle mais celles-ci doivent toujours être pesées par rapport à la possibilité d'un soulèvement, de violence et de terrorisme que peut engendrer une telle libération ».

Le bureau d'information a diffusé, à cette occasion, une longue biographie du dirigeant noir emprisonné depuis vingt-cinq ans en s'élevant à démontrer qu'il s'agit d'un « révolutionnaire marxiste » condamné à la prison à vie après un procès en bonne et due forme. Il s'appuie sur une citation d'Amnesty International pour prouver que ce n'est pas un prisonnier politique. Cette citation, en date du 19 juin 1985, indique, selon ce document, que Nelson Mandela ne correspond pas à cette définition qui exclut « ceux qui utilisent ou incitent à la violence ».

D'autre part, des centaines de tracts anonymes ont été distribués dans certaines townships du Cap dans lesquels Nelson Mandela est

très violemment critiqué. Alors que la communauté noire s'appropriait à célébrer ce week-end l'anniversaire de celui qui est considéré comme un héros de la lutte de libération, le gouvernement a interdit deux concerts qui devaient être donnés à cette occasion. Le premier, en plein air, à proximité de Soweto, le second, dans une salle à Durban. Une manifestation prévue à l'université métisse du Cap est aussi annulée. Aucune manifestation, donc, en l'honneur du prisonnier de Pollsmoor, la centrale de haute sécurité des faubourgs du Cap. Le 5 août prochain, Nelson Mandela et cinquante autres détenus seront libérés.

Lundi, jour de son soixante-dixième anniversaire, sera sans doute une journée comme les autres. Cet homme dont la légende s'est forgée au fil de ses années en prison aura néanmoins la possibilité de voir, à sa demande paraît-il, le film de Bernardo Bertolucci, Le Dernier Empereur. L'ambassade d'Italie a confirmé qu'une copie en 16 millimètres avait été envoyée à la prison.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les banques suisses et l'apartheid

BERNE de notre correspondant

Mises en cause par les milieux anti-apartheid, interpellées par les Eglises et discrètement encouragées par le gouvernement helvétique, les grandes banques suisses ont finalement accepté de débattre publiquement de leurs relations avec l'Afrique du Sud.

Les organisations anti-apartheid ne se privent pas, en effet, de rappeler que près des deux tiers des ventes d'or sud-africain se négocient sur la place de Zurich. Figurent parmi les principaux partenaires commerciaux de Pretoria, la Confédération helvétique se place au cinquième rang des investisseurs étrangers.

Après deux années de discussions avec une délégation des Eglises catholique et protestante, l'Association suisse des banquiers a non seulement été amenée à condamner ouvertement, dans un récent communiqué, l'apartheid, mais a demandé aussi au gouvernement de Pretoria d'entreprendre « des pourparlers sérieux et constructifs avec tous les groupes d'opposition ».

Pour preuve de leur bonne volonté, les banques suisses affirment que leur engagement en Afrique du Sud a diminué de près de moitié au cours des années 1985 et 1986. Elles tiennent aussi à souligner qu'elles n'ont pas l'intention de se substituer aux banques d'autres pays qui se retirent d'Afrique du Sud.

JEAN-CLAUDE BURNET.

Le nouveau délégué à la plus stricte

Dans l'attente de la prise de possession de la présidence de la République, le nouveau délégué à la plus stricte surveillance, Jean-Marie L'Epave, a été nommé le 15 juillet à l'Hotel Matignon.

Le nouveau délégué à la plus stricte surveillance, Jean-Marie L'Epave, a été nommé le 15 juillet à l'Hotel Matignon. Il succède à M. Michel Besson, qui a été nommé à la présidence de la République. Jean-Marie L'Epave a été nommé à la présidence de la République. Il succède à M. Michel Besson, qui a été nommé à la présidence de la République.

Le nouveau délégué à la plus stricte surveillance, Jean-Marie L'Epave, a été nommé le 15 juillet à l'Hotel Matignon. Il succède à M. Michel Besson, qui a été nommé à la présidence de la République.

Jean-Marie L'Epave

Le nouveau délégué à la plus stricte surveillance, Jean-Marie L'Epave, a été nommé le 15 juillet à l'Hotel Matignon. Il succède à M. Michel Besson, qui a été nommé à la présidence de la République.

Le nouveau délégué à la plus stricte surveillance, Jean-Marie L'Epave, a été nommé le 15 juillet à l'Hotel Matignon. Il succède à M. Michel Besson, qui a été nommé à la présidence de la République.

Un pacifiste convaincu

Le nouveau délégué à la plus stricte surveillance, Jean-Marie L'Epave, a été nommé le 15 juillet à l'Hotel Matignon. Il succède à M. Michel Besson, qui a été nommé à la présidence de la République.

EN BRIEF

Le nouveau délégué à la plus stricte surveillance, Jean-Marie L'Epave, a été nommé le 15 juillet à l'Hotel Matignon. Il succède à M. Michel Besson, qui a été nommé à la présidence de la République.

Le nouveau délégué à la plus stricte surveillance, Jean-Marie L'Epave, a été nommé le 15 juillet à l'Hotel Matignon. Il succède à M. Michel Besson, qui a été nommé à la présidence de la République.

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

Politique

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 juillet 1988 5

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le nouveau délégué du gouvernement s'engage à assurer « la plus stricte impartialité de l'Etat » sur le territoire

Dans l'attente de la prise de position de la convention du FLNKS réunie à Nouméa le samedi 16 juillet à Thio, l'hôtel Matignon était enclin à minimiser la portée des réserves exprimées jeudi par le parti de M. Jean-Marie Tjibaou, l'Union calédonienne, sur le plan de M. Michel Rocard pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Sans nier l'importance des divergences sur la composition du corps électoral qui serait appelé à participer au scrutin d'autodétermination prévu en 1998 par l'accord de Matignon, on soulignait vendredi, dans l'entourage du premier ministre, que le président du FLNKS avait déjà remporté un succès non négligeable en amenant la composante majoritaire du mouvement indépendantiste à avaliser la première partie de cet accord sur le retour du territoire à un régime d'administration directe et à inscrire ses débats dans le cadre arrêté à Paris, d'un commun accord, entre les délégués du FLNKS et ceux du RPR.

L'hôtel Matignon s'employait aussi à combattre l'analyse selon laquelle la remise en cause du plan Rocard par le FLNKS sur plusieurs des points de l'annexe numéro 2 de l'accord pourrait réduire à néant l'ensemble du dispositif. Tel est pourtant le point de vue qu'avait exprimé, à l'issue des négocia-

tions, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, appuyé, au Parlement, par les groupes de l'opposition. Comme M. Lafleur, le porte-parole du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Jacques Toubon, avait souligné que les deux parties de l'accord étaient « indissociablement liées » et qu'il ne saurait être question de prétendre modifier la seconde (concernant le statut transitoire de dix ans et le futur référendum d'autodétermination) sans remettre en cause l'ensemble. Au nom du gouvernement, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, s'était déclaré en parfaite harmonie, sur ce point, avec MM. Lafleur et Toubon, ajoutant même que si l'un des deux pans de l'accord était rejeté par les uns ou par les autres « on en reviendrait à l'application de la loi du 22 janvier 1988 », c'est-à-dire au statut mis en place par M. Pons.

On n'est certes pas à l'hôtel Matignon, on n'exclut pas la possibilité de certains ajustements au cours des nouvelles discussions déjà prévues, cet été, pour la mise au point du projet de statut transitoire qui sera ensuite soumis à l'avis de tous les Français par référendum national. Le contenu de l'annexe numéro 2 de l'accord ne

constituait, en effet, en principe, qu'un ensemble de « propositions » faites par le gouvernement et que MM. Lafleur et Tjibaou s'étaient simplement engagés à défendre devant leurs mandants respectifs. MM. Rocard et Tjibaou ont eu un entretien téléphonique, jeudi, au cours des débats du comité directeur de l'UC.

Le nouveau haut-commissaire de la République est arrivé vendredi à Nouméa. M. Bernard Grasset s'est aussitôt engagé à assurer « le retour à l'ordre et à la paix » et à faire respecter « la plus stricte impartialité » de l'Etat. « De quelque côté qu'elles se situent, les exactions doivent cesser, a-t-il déclaré. Le temps de la peur, des menaces et des provocations doit cesser le plus rapidement possible, et je m'y emploierai de toutes mes forces. Trop de sang a coulé, trop de larmes ont été versées, trop de cendres ont été ici répandues. Face à une situation dangereuse qui se dégrade de jour en jour, le gouvernement et les hommes de bonne volonté doivent se mobiliser pour sortir de l'impasse tragique et rendre espoir et dignité à toutes les communautés du territoire. »

La loi relative à l'administration directe du territoire a été promulguée au Journal officiel du 14 juillet.

Jean-Marie Tjibaou, l'audace tranquille

Jean-Marie Tjibaou parviendrait-il à convaincre les militants du FLNKS d'adhérer, malgré leurs réticences, à son propre parti ? Le pari rocardien de la paix par consentement mutuel, par arrangement à l'amicable avec les ennemis jurés du RPR...

Le président du FLNKS, qui incarne depuis une dizaine d'années le mouvement nationaliste canaque, aura tenu la parole qu'il avait donnée au premier ministre. Jusqu'au bout, il aura défendu l'accord conclu le 26 juin à l'hôtel Matignon. Et il aura mis ses militants devant leurs responsabilités : accepter ce processus vers un nouveau scrutin d'autodétermination ou se situer dans une perspective de guerre civile. La partie s'annonçait difficile mais nullement désespérée. Car, si les actes politiques de ce Canaque tranquille, dont le physique trapu accentue la placidité naturelle, ne font pas toujours l'unanimité parmi les siens, Jean-Marie Tjibaou possède un don qui transcende souvent toutes les difficultés, celui de se faire aimer par ceux qui l'approchent. Aimer et respecter.

Un pacifiste convaincu

Comment ne pas éprouver de l'estime pour ce pacifiste convaincu, qui, le soir même de l'assassinat de deux de ses frères, dans l'embuscade de Hienghène, en décembre 1984, lançait un appel à la non-violence, alors que certains de ses amis se préparaient à des représailles ? Pour cet homme peu disert, qui s'exprime

d'une voix douce, lentement, en pesant chaque mot, et qui expliquait à ses jeunes fils, menacés d'enlèvement par des miliciens d'extrême droite, au moment de la prise d'otages d'Ouvéa : « Si l'on me demandait de choisir entre vous et nos frères d'Ouvéa, je devrais choisir ceux d'Ouvéa... »

L'angoisse de la violence taraude depuis longtemps Jean-Marie Tjibaou. Avant même le drame d'Ouvéa, il écrivait, au lendemain de l'échec politique de la stratégie de non-violence mise en œuvre par le FLNKS à l'occasion du référendum du 13 septembre 1987 : « Prévoir en ce moment des actions d'envergure, c'est parler sur sa propre mort pour alerter l'opinion nationale et internationale. Cela suppose que l'on se mette d'accord pour se poser en victimes résolues à gagner sans violence. C'est prendre le risque de se faire tuer en continuant à avancer quel que soit le nombre des victimes. Quant à moi, je suis prêt. Mais à partir de combien de morts faudra-t-il changer de tactique ? »

Depuis Ouvéa, Jean-Marie Tjibaou estime que le temps est venu de « changer de tactique ». Il sait que pour les Canaques le choix de la guerre serait suicidaire. S'il milite pour l'indépendance, c'est au nom de l'émancipation de la communauté mélanésienne, non pour la conduire au massacre. C'est cela qui le distingue, fondamentalement, de ceux des militants du FLNKS qui ont une approche plus guerrière et moins humaniste. Eloi Machoro y a perdu la vie.

Aîné d'une famille de huit enfants, Jean-Marie Tjibaou a cinquante-deux ans. Après des études au séminaire de Païta, il a été ordonné prêtre en 1965, et l'exercice de ce ministère lui a « ouvert les yeux, dit-il, sur les difficultés des gens, sur la misère et l'alcoolisme ». Venu en métropole, il a suivi des cours à l'Institut socio-économique de Lyon puis à la Sorbonne, en section d'éthnologie et à l'Ecole pratique des hautes études.

C'est en 1970 qu'il a renoncé à la prêtrise, estimant que celle-ci l'enfermait « dans un ghetto mystico-religieux, sans prise de responsabilité réelle dans la société ». Il n'a pour autant jamais cessé de pratiquer, encore moins de croire.

Pendant sept ans, ses actions se sont bornées au domaine social, dans lequel il s'est employé à aider les plus démunis. Il a très vite soutenu l'idée qu'il fallait utiliser les autorités communales pour le développement du territoire, il a cherché à améliorer l'habitat canaque et à améliorer les villages.

Son engagement politique s'est concrétisé, en 1977, par son élection à la tête de la mairie de Hienghène et à la vice-présidence de l'Union calédonienne. Elu conseiller territorial en 1979, parmi les représentants du Front indépendantiste, il est devenu en juin 1982, après un renversement d'alliance survenu au sein de l'assemblée territoriale, le principal dépositaire du pouvoir exécutif local, en succédant à la vice-présidence du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Bon gestionnaire, modéré dans ses prises de position, se préoccupant essentiellement des dossiers relatifs au développement économique et social, Jean-Marie Tjibaou s'est peu à peu imposé comme l'interlocuteur privilégié du pouvoir central. Avant d'acquiescer à une stature internationale qui lui a permis de se faire entendre par l'ONU.

Mais l'on ne comprend bien Jean-Marie Tjibaou que lorsqu'il parle de son pays natal, des arcanes mystérieuses de ce monde mélanésien où les fœtes et les choses ne font qu'un, de cette terre canaque faite du sang des morts, d'où les humains sortent des arbres, des rochers, des tortues, du tonnerre...

« Le problème : la nouvelle génération »

Pourtant, en Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, l'humanisme d'un Jean-Marie Tjibaou trouve ses limites. Les militants canaques de la nouvelle génération hésitent de moins en moins à prendre leurs distances avec leur chef de file, malgré le respect qu'il leur inspire. La réaction d'un Léopold Jorédié était, en cela, révélatrice d'une évolution des mentalités. Le professeur Jean Guiliart, dont les travaux scientifiques font autorité, écrit notamment, dans un texte sur « Les chances de l'accord de Matignon » : « Le problème essentiel du FLNKS est un problème de générations. Les jeunes gens et jeunes filles entre quinze et trente ans tendent de plus en plus à s'organiser hors du cadre des partis où sont leurs parents. (...) Jean-Marie Tjibaou passera probablement sans difficultés majeures le cap d'une convention du FLNKS mais cela ne signifiera pas grand-chose. Tant que cette jeune généra-

tion ne sera pas persuadée qu'il y aura une certitude à jouer, elle se maintiendra dans une forme actuelle de violence contrôlée. (...) Il est temps de briser ce cycle (...) et pour cela il faudra bien intervenir dans les affaires des amis de M. Jacques Lafleur. On ne peut pas mettre en avant M. Jean-Marie Tjibaou et lui refuser dans les faits les moyens de la crédibilité vis-à-vis des siens. »

Le moindre paradoxe de la situation calédonienne n'est pas, en effet, que le chef du mouvement indépendantiste et le premier ministre se retrouvent dans la même position difficile qui était celle, en 1955, en pleine explosion de la guerre d'Algérie, d'un Pierre Mendès France adjurant ses compatriotes à l'Assemblée nationale de tout sacrifier à la recherche de la paix : « Ou bien c'est la politique d'entente, ou bien c'est la politique de répression et de force, avec toutes ses horribles conséquences... »

ALAIN ROLLAT.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Au moment où certains voient dans les débats de ce septennat un retour à la IV^e République, tandis qu'une exposition célèbre, au Centre Georges-Pompidou, les années 50, voit que l'on nous raconte la genèse de la V^e République, Jean-Marie Denquin commence son récit en situant « l'univers mental » de l'époque. 1958, ce n'est pas si loin et pourtant. La jeunesse, alors nombreuse, n'était pas ce groupe à part dans la société qu'elle est devenue, elle n'était pas davantage une cible commerciale. Les prêtres portaient tous la soutane et la femme mariée ne pouvait ni travailler ni ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de son époux. La France n'avait pas encore atteint le degré de prospérité que lui apportent, dans les années 80, les retombées des « trente glorieuses », mais les Français n'en souffraient pas car ils n'avaient pas connu les fantasmes et les valeurs de la société de consommation que la crise devait ensuite remettre brutalement en cause. 1958, c'était, aussi, avant l'inflation de la communication.

Ce qui intéressait l'auteur, au-delà de cette toile de fond, c'est le changement de système institutionnel qui s'est opéré en 1958. L'un des objets de son étude est de faire comprendre le renversement du rapport des forces qui est alors intervenu entre l'exécutif et le Parlement, le premier prenant le dessus sur le second, qui avait dominé la vie publique sous la IV^e comme sous la III^e République.

Le pouvoir parlementaire s'était même perpétué, après la guerre, contre la lettre de la Constitution de 1946 puisque les gouvernements mis en minorité sur un projet de loi sur le sort du territoire avaient posé la question de confiance et qui n'étaient pas constitutionnellement obligés de se démettre la faiblesse quand même. « De janvier 1946 à mai 1958, note l'auteur, vingt gouvernements donnaient leur démission. Six d'entre eux seulement y étaient contraints par la

Constitution » laquelle disait qu'il fallait la majorité absolue de l'Assemblée pour renverser le gouvernement.

La dissolution de la Chambre des députés était aussi prévue : Edgar Faure, président du Conseil - c'est-à-dire chef du gouvernement - l'a décidée, fin 1955, les conditions prévues par la Constitution étant remplies : il n'en fut pas moins exclu du Parti radical pour cette attitude au principe supérieur, véritable tabou républicain, qui faisait de l'Assemblée le centre intouchable du pouvoir. Et

La République nous rappelle

qui lui permettait de faire valoir les gouvernements. En onze ans, sept mois et huit jours de durée, la IV^e a connu trois cent soixante-cinq jours de crise gouvernementale, près d'un jour sur dix.

L'auteur rappelle les raisons de cette instabilité chronique parmi lesquelles figure le multipartisme : à l'époque, la notion de majorité parlementaire, telle qu'elle s'est instaurée sous la V^e République, n'avait pas de signification institutionnelle. Jean-Marie Denquin revient sur « le système politique et moral » que fut la guerre d'Algérie, avec le toulable souci de s'écarter de toutes les explications qui, en intégrant la connaissance du dénouement, prennent une rationalité anachronique par rapport à l'univers mental de la période. « En réalité, écrit-il, il existait en France une véritable culture coloniale, largement répandue, paisible et sans complexe. Elle était un sous-produit du nationalisme français et bénéficiait comme lui d'une légitimité d'évidence. »

L'auteur fait le récit de la crise de 1958 et décrit les conditions

A la Réunion

Le PCR en désaccord avec le gouvernement sur l'application du revenu minimum

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION de notre correspondant

La lune de miel entre le gouvernement et le Parti communiste réunionnais donne déjà des signes d'essoufflement, malgré l'amitié - « vieille de vingt ans » - qui lie le premier ministre, M. Michel Rocard, au secrétaire général du PCR, M. Paul Vergès. Le litige est né à propos des modalités d'application du revenu minimum d'insertion. Selon des indications ministérielles, le montant de ce revenu, outre-mer, serait inférieur au taux applicable en métropole. L'écart serait du même ordre que celui séparant le SMIC réunionnais de celui de l'Hexagone, soit 22 %. C'est, en tout cas, la position qu'avait soutenue le secrétaire de la fédération socialiste

locale, lors de la campagne des législatives.

Témoignages, le quotidien du PCR, a vigoureusement réagi, le vendredi 15 juillet, considérant cette discrimination comme « inacceptable » et allant à l'encontre de la notion même d'égalité défendue par le président de la République lors de son voyage à la Réunion, en février dernier. En tout cas, elle ne répond pas au souhait de M. Vergès de voir le montant des prestations familiales servies à la Réunion complètement aligné sur celui en vigueur dans la métropole à la date symbolique du 14 juillet 1989.

La mise en garde intervient après que le PCR ait préconisé en vain un rattrapage pour le SMIC réunionnais, inférieur de 4 % au SMIC des départements des Antilles.

ALIX DJOUX.

PROPOS ET DEBATS

M. Méhaignerie

Une double exigence

M. Pierre Méhaignerie, président du groupe de l'Union du centre de l'Assemblée nationale, a estimé, le vendredi 15 juillet, que M. François Mitterrand, dans ses déclarations de la veille, avait « voulu rassurer un PS inquiet, empêché d'être dans des questions de succession », mais que « les attentes des Français ne sont pas là. Les Français veulent savoir aujourd'hui comment le gouvernement compte favoriser la création d'emplois, le pouvoir d'achat des familles et le développement économique », a déclaré M. Méhaignerie. « Il ne suffit pas de s'autoproclamer force de progrès, comme l'a fait le président de la République, il faut agir dans ce sens. De son côté, l'Union du centre continuera à faire des propositions pour que les projets présentés au Parlement concilient la double exigence de progrès économique et de justice sociale. Ainsi l'UDC cautionne pour que l'impôt sur la fortune ne décourage pas l'investissement et la création d'emplois. En effet, la première inégalité à vaincre dans la société française aujourd'hui reste le chômage », a ajouté le président du CDS. « On verra alors si M. Mitterrand a décidé de privilégier l'alliance tactique avec le PC ou s'il a choisi, dans l'intérêt du pays, le dialogue constructif avec l'opposition. »

ALAIN ROLLAT.

M. Nungesser

Humanisme

A l'occasion de la présentation des candidats aux élections cantonales de sa circonscription, M. Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne, a déclaré, le vendredi 15 juillet, qu'il souhaitait voir le RPR définir « une doctrine du combat pour l'homme qui soit une application de l'humanisme à la société post industrielle ». C'est cette absence de doctrine qui est à l'origine, selon lui, de la défaite de M. Chirac à l'élection présidentielle. (Corresp.)

M. Péronnet

La main tendue

M. Gabriel Péronnet, président d'honneur du Parti radical, a estimé, le vendredi 15 juillet, que « ceux qui veulent le progrès » ne peuvent « compter longtemps à refuser la main qui demeure tendue pour se condamner, eux-mêmes, à être condamnés, quelle que soit l'idéologie qu'ils se donnent ». « Désormais, leur choix est clair », a poursuivi l'ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui réagissait à l'interview télévisée de M. François Mitterrand, la veille, sur TF 1. « Le président de la République a clarifié une situation qui avait grand besoin de l'être. »

AVIGNON 88

Laurent Malet, méconnaissable oiseau noir

AU naturel, on peut envier son joli visage de blond romantique, éternellement adolescent. Lui, cette image lui pèse, et il la combat. Dans la Solitude des champs de coton, de Bernard Marie Koltès, Laurent Malet est méconnaissable : maigrichon, moulé dans un t-shirt en acrylique orange et dans des pantalons écossais fortement zippés, le teint cadavérique sous un chapeau de Skat, se tenant penché, le cou en avant, « comme s'il portait le poids de sa vie sur la nuque », trébuchant dans des poulaines bicolores. « Je les ai choisies trop grandes, pour la démarche. Mon idée, c'était le clown blanc. Le personnage s'est fait à partir de cette silhouette perchée de héron, de grand oiseau perdu. »

Dans la solitude des champs de coton met face à face deux hommes à bout de course, qui s'affrontent, affrontement passionnel, jeu de mort qui passe par les mots. Laurent Malet est le « client », un ancien punk. Sur sa route, il rencontre le « dealer ». A la création, c'était Isach de Bankolé. Celui-ci est parti tourner Chocolat avec Claire Denis, et Patrice Chéreau a repris le rôle.

« Le rôle est écrit pour un Noir, c'est vrai, mais il y avait un vrai problème de temps. On ne trouve pas comme ça des acteurs de la dimension d'Isach de Bankolé. On avait quinze jours pour tout refaire. Je me souviens des heures et des heures passées « à la table ». Le problème au départ consistait à contourner l'abstraction. Ces personnages n'ont pas de nom, pas d'identité, il faut les représenter. D'où les transformations physiques pour moi et pour l'autre aussi, avec son faux ventre et ses talonnettes. Je me suis dit : si on repart de zéro, on ne va rien faire d'autre que reproduire, et forcément en moins bien parce que Patrice s'ennuiera vite. »

« **P**OUR moi, passer d'un partenaire à l'autre change tout, bien sûr. Isach avait un caractère inaccessible — ce qu'il appelle « le mystère africain ». Royal, impérial, il roulait sur lui-même, avec sa façon, son sourire accroché aux oreilles, et moi j'avais l'impression de glisser sur une vitre. Avec Patrice, j'ai davantage de prise. Disons que l'échange est plus étroit. A mon avis, la pièce parle de façon plus tragique, l'incompatibilité paraît plus irrémédiable parce

qu'elle ne vient pas de l'extérieur, comme entre un Noir et un Blanc.

« Isach a une présence magnifique, il est splendide. Patrice est plus désespéré, plus désespérant. Et puis, quand il a un problème d'acteur, il se casse. Moi, ça me recharge. Ses points de repère sont simples, pas du tout intellectuels. Il a besoin de passer par une identification, par des références personnelles. »

« Jouer avec Patrice me ravit, c'est vrai. Continuer à jouer cette pièce me comble. On n'était pas arrivé au bout et on va peut-être continuer, à Los Angeles, Moscou... C'est très important pour moi. Pour sortir de mes emplois. J'ai commencé jeune et fort. Ensuite, j'ai l'impression d'avoir tourné avec des gens passionnants, mais pas dans leur meilleur film. Je préfère d'ailleurs avoir travaillé dans un Lese ou un Wajda moyen que dans un bon X ou Y... »

« Si j'ai fait vingt-cinq films, ce n'est quand même pas par hasard. J'aimerais qu'on me voie autrement. Le théâtre m'aide. C'est un biais généreux et nécessaire pour ceux qui font du cinéma. Jouer la Solitude est vraiment porteur. Quand on a l'impression de toucher enfin la pièce, on se sent un peu intelligent. »

COLETTE GODARD.



« Tir et Lir », de Marie Redonnet

Les chants de la peur

Alain Françon met en scène la première pièce de Marie Redonnet, autour d'Isabelle Sadoyan et Jean Bouise. Un vieux couple de gens simples dit, simplement, une terreur noire.

Rien, les murs lisses d'une chambre à peine esquissés, comme crayonnés vivement sur une feuille volante, deux lits de bois, une table et deux chaises ; puis de la porte, un tout petit radiateur, seule source de chaleur palpable d'une chambre rêvée plutôt que vraie, bien que par la fenêtre viendra bientôt la rumeur d'un village plus réel.

Un homme, voûté par les années passées sur la selle de sa bicyclette à distribuer le courrier. Dans sa main, deux lettres, l'une de son fils Tir, l'autre de sa fille Lir, qu'il devra lire à sa femme alitée. C'est lundi, et comme tous les lundis, les lettres sont arrivées auxquelles tous deux devront répondre. Puis il faudra attendre, patienter jusqu'à l'autre lundi, pour avoir d'autres nouvelles, pour écrire d'autres réponses.

Tous, nous sommes allés dans des maisons obscures, éloignées de tout, visiter de vieilles personnes fatiguées de la vie mais pas assez fuchées avec elle pour avoir envie de la quitter. Le jour de notre venue, malgré le poids de la maladie, ces personnes-là avaient trouvé l'énergie de mettre un peu d'ordre chez elles et en elles, la force de laisser poindre un éclat de gaieté dans leurs yeux. Avec Tir et Lir, Marie Redonnet

nous invite chez un couple de gens simples, séparé de ses enfants, qui n'a déjà plus tout à fait cette énergie, cette force-là. Et pourquoi puis-je penser que ce sera là pour le voir ?

Pour cette première pièce, l'auteur a imaginé deux personnages piégés, par leur vie propre d'abord mais aussi par les mots. Ils exigent du comédien plus que de l'attention ou de la concentration, une virtuosité certaine : lui est Mub, elle est Mab, tous deux pensent l'un à l'autre, aux enfants, Tir et Lir, à leurs souffrances propres et à leurs souffrances à eux, pourtant loin, qui finissent par se confondre.

Toute la terreur du monde

Mub lit les lettres des enfants, puis juste après les réponses à ces lettres ; tantôt il commence par Lir, tantôt par Tir, et les lettres s'enchaînent, une quarantaine en tout, très semblables mais toujours différentes. Mab les commente une à une, et ses mots à elle s'enchevêtrent avec ses mots à lui comme avec ceux qu'il vient de lire ou d'écrire. Tout l'art du comédien réside dans une parfaite mémorisation du texte qui lui permet de s'en emparer, certes, mais surtout de le restituer comme s'il s'élaborait en représentation.

La difficulté est encore accrue par le fait que, dans ses pièces comme dans ses romans (Le Monde daté 13 juillet), Marie Redonnet a choisi d'affronter les enjeux radicaux, les questions essentielles, et s'en va toucher des points d'inconscience terribles, aussi bien chez

l'auditeur que chez le comédien, avec la dextérité paradoxale inquiétante et bienfaisante de l'acrobate.

Rien d'anecdotique ni d'accroche, et rien non plus qui doive être misérable ou pathétique. Dire toute la terreur du monde en nous laissant le droit d'en rire, dire tout le mystère de l'existence en n'en déformant rien, arpenter les chemins de la douleur en jouissant des abîmes de la souffrance, vivre en attendant mieux, en attendant la fin. Evidemment on pensera à Beckett et à ces êtres qui n'en sont pas, qui n'en sont plus tout à fait, d'autant que l'homme est patient, mais rendu avec l'impertinence, l'inconscience de vouloir continuer, aller plus loin, ailleurs.

Alain Françon et ses deux comédiens, Jean Bouise et Isabelle Sadoyan, ont réussi à mener de front l'appropriation du texte et son interprétation. Oubliant d'abord la « lecture » psychanalytique, le premier s'en est remis très justement au talent des deux autres et s'est contenté de leur accompagner, au sens de l'ami qui fait avec vous un petit bout du chemin.

Dans le décor de Nicolas Sire, bellement éclairé par Joël Hourbeigt, résonnent alors les arpegges mélodieux d'un fort bel adagio, chanté par deux voix virtuoses, des graves tantôt retenus, tantôt martelés par Jean Bouise, aux médiums et aigus d'une extrême légèreté d'Isabelle Sadoyan. Il faut toute l'expérience de ces deux compagnons, toute leur générosité aussi, pour nous laisser entrevoir tant de secrets en eux et en nous-mêmes.

OLIVIER SCHMITT.

* Jusqu'au 20 juillet, clôture de la Collégiale de Villeneuve, à 22 heures.

« Jean Cocteau et la danse », à la chartreuse

La grâce des années 20

Les ballets de Cocteau sur papier et en maquettes à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon : des objets d'époque exposés en marge du Festival.

Entre 1917 et 1924, Jean Cocteau renouvelle en scène l'imagerie d'Épinal. De Parade au Beuf sur le toit, des Mariés de la tour Eiffel au Train bleu, il croque les silhouettes de la rue, de la foire ou de la station de villégiature ; des cyclistes et des pompiers, des lutteurs et des acrobates, des joueurs de golf et des tenniswomen. A qui l'accuse de faire en certains de ces ballets « œuvre frivole », il assure qu'il édifie « une statue de la frivolité ». C'est sa façon de donner une dimension emblématique à l'éphémère ; autrement dit, de faire de l'art (moderne) avec un quotidien juste un peu « stylisé ».

Plus tard, saisi de cultures et de mythologies, il concevra moins légèrement la poésie et voudra traiter sans sourcil du destin tragique de l'homme. On estimera qu'il atteint des sommets avec une Pédale hystérique de frise grecque, une Dame à la licorne de tapisserie médiévale. En fait, pour le visiteur de l'exposition « Jean Cocteau et la danse », à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, le plus savoureux de l'œuvre « à danser » du poète est dans les traces des futilités objets d'époque d'avant 1924.

Olga Grinda, qui a réalisé cette exposition avec l'aide de la région Languedoc-Roussillon, a réuni quelques belles pièces représentatives de ces années, dont deux affiches des Ballets russes prêtées par le Severin Wanderman Museum de Los Angeles et des originaux des Mariés de la tour Eiffel (maquettes de co-

lumes et décor), empruntés au Musée international de la danse de Stockholm.

Les documents sur le Train bleu sont particulièrement délectables. Jean Cocteau, qui avait choisi Coco Chanel pour costumière, souhaitait que « musique, poses et costumes se démodent en quinze jours ». Le fait est que les aventures de Beau gosse et Perleuse ont moins marqué la postérité que les célèbres Mariés. Pourtant, la grâce des années 20 imprègne ces images et ces textes, aussi intimement que les nouvelles de Fitzgerald. Et, au-delà de cette grâce, on est ébloui par la prodigieuse maîtrise d'un temps où Erik Satie et le Groupe des six signaient les musiques de ballet tandis que Pablo Picasso, Raoul Dufy et son élève Irène Lagut dessinaient les décors.

En tournant cet automne dans plusieurs villes françaises, l'exposition va s'enrichir de pièces nouvellement découvertes par Olga Grinda. Mais le « clou » affectif en restera les brouillons de livres et dessins inédits du Fils de l'air, le ballet auquel travaillait Cocteau peu avant sa mort. Curieusement, il retrouvait l'univers populaire de ses années de jeunesse. En « répétant son acte de révolte contre son milieu bourgeois », il associait la philosophie du Jeune Homme et la Mort et la poésie faussement quotidienne des « Mariés » ou du Train bleu. Un rêve imbouffable ? Pas tout à fait, car ce ballet sera monté l'an prochain au London Opera Ballet, à l'occasion du centenaire de la naissance de Jean Cocteau.

BERNADETTE BOST.

* Jusqu'au 21 août à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon ; puis en tournée à Lyon, Montpellier, Cannes et Paris.

OFF

Les paradoxes du Nada Théâtre

Ils ont bourlingué en Europe, au Proche-Orient, en Amérique... avec Grandir leur tout premier spectacle. Le Nada Théâtre est une jeune compagnie parisienne créée en 1986 par deux comédiens qui n'en étaient pas vraiment à leurs premières armes : Jean-Louis Heckel et Isabelle Hesson. Ils ont travaillé six ans avec Philippe Senty. Puis ils ont rencontré le Théâtre Sorcier, et surtout Jean-Louis Barrault pour lequel ils ont signé les manipulations des Oiseaux d'Aristophane. Jean-Louis Barrault les aide à produire Grandir. Avec ce spectacle, le Nada Théâtre affronte pour la première fois le « Off », en 1986. Le succès dépasse leurs espérances les plus folles.

Deux ans plus tard, ils ne reçoivent toujours pas un centime de subventions, mais viennent avec deux nouveaux spectacles, dont L'empereur panique d'après Arrabal, vu cet hiver à Paris avec Guilhem Pellegrin. Celui-ci, aux côtés de Jean-Louis Heckel, est l'un des deux protagonistes d'Abraham et Samuel, de Victor Halm, que le Nada Théâtre crée cette année dans le « Off ».

Ici, rien n'est gratuit

Jean-Louis Heckel a cette fois encore soutenu l'aventure en prêtant son atelier de décors à la Cartoucherie de Vincennes... « Un luxe, deux mois de répétition. » En Avignon, en revanche, rien n'est gratuit : 1 800 F de location par jour au Chien qui fume, soit environ 50 000 F pour la durée du Festival, sans oublier la publicité, les déplacements... pour les cachets, il faudra patienter. Pour l'instant, seul le CAC de Niort s'est risqué à acheter à l'avance deux représentations d'Abraham et Samuel.

Jean-Louis Heckel n'est pas un fan de la loterie du « Off », mais, joueur ou pas, il lui faut miser, comme tous les autres, « Sachant qu'en un seul mois on rencontre des acheteurs potentiels et un public populaire, chevronné... A Paris, il faut ramper deux ou trois mois pour un résultat équivalent, et tout revient encore plus cher... »

ODILE QUIROT

Abraham et Samuel au Théâtre du Chien qui fume, 15 h 15.

AIX-EN-PROVENCE

« La Clémence de Titus »

Une sobre magnificence

(Suite de la première page.)

Autour de ce couple tragique, la Servilia Elzbieta Sznytyka, l'Annus d'Aune Mason, ont les voix rayonnantes et saines des amoureux sans problèmes.

David Rendall est le plus sympathique des Titus, non plus l'être faot, hésitant entre la vengeance et la clémence, qu'on nous montre trop souvent, mais un monarque juste, un ami fidèle, profondément blessé, qui fait pourtant triompher le bien commun, la magnanimité, un héros très mozarrien en fin de compte, comme la comtesse des Noces ou Sarastro.

La voix, malgré quelques passages un peu bas, est toujours chaleureuse, d'un style et d'une virtuosité superbe. Et le Publius

de Giorgio Surian, « chef de cabinet » dévoué et sourcilieux, d'une grande distinction, se montre digne de son maître.

Quant à l'Ensemble orchestral de Paris, il est devenu un instrument mozarrien idéal, lumineux, grave, d'une suprême harmonie, à l'image de son chef, Armin Jordan, qui accompagne avec une telle souplesse les chanteurs et fait resplendir, avec celle de Titus, la gloire ultime de Mozart tel qu'il nous apparaît dans sa tendresse déchirante trois mois avant sa mort.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 18, 23 et 30 juillet (à 21 h 15) en coproduction avec le Théâtre d'Orléans, sous le patronage d'Air France.

BIBLIOGRAPHIE

Le théâtre en Europe dans « Lettre internationale »

La parole seule peut-elle renouveler le théâtre ? Dans son numéro de l'été 1988, Lettre internationale, la revue d'Antonin Liehm donne en tout cas « la parole au théâtre » : un dossier dans lequel des critiques, un Suédois, Leif Zern, et un Anglais, Colin Chambers, directeur littéraire de la Royal Shakespeare Company, se demandent chacun pourquoi l'auteur n'a « aucun pouvoir réel au sein de la compagnie qui, en règle générale, est entièrement contrôlée par le metteur en scène. »

Thème que reprend un acteur tchèque, Jiri Raban, qui s'interroge sur la place de l'acteur : tandis qu'un compte rendu — apocryphe — reprend le débat à sa façon dans une « discussion » qui se serait tenue à Moscou en 1935, avec Nemirovitch-Danchenko, Stanislavski, Tretyakov, Meyerhold, en l'honneur d'un célèbre acteur chinois qui n'aurait pas le droit de parole !

Dans cette Lettre internationale toujours aussi copieuse et volontairement disparate, on trouve encore un beau texte de Juan Goytisolo, Barcelonnais « A la recherche de Gaudí » en... Cappadoce, une longue étude sur « L'Irrationnel, hier et aujourd'hui » par Umberto Eco, une série de réflexions sur Berlin, lieu mythique pour des étrangers qui ne sont pas des touristes, tels

que le Hongrois Peter Esterházy, le Berlinois de l'Est Lutz Rathenow, l'ex-Allemand de l'Est Hans Joachim Schädlich.

Désormais, outre l'édition française, italienne et espagnole qui existent déjà, Lettre internationale vient de paraître en langue allemande, imprimée à Berlin avec un tirage de lancement de 100 000 exemplaires. A quand l'édition anglaise ?...

NICOLE ZAND.

* Lettre internationale, numéro 17. Ed. 1988. 84 p., 42 F.

PAUL DELVAUX

Œuvres sur papier

Galerie Isy Brachot

35, rue Guénégaud, 75006 Paris, 43-54-22-40

Le Monde

ÉCONOMIE

CYCLISME Le tour de France
peloton a trouvé son maître

Le peloton a trouvé son maître. Le tour de France a été dominé par le leader, qui a su garder son avance jusqu'au bout. Les autres équipes ont eu du mal à le suivre.

Le peloton a trouvé son maître

Le peloton a trouvé son maître. Le tour de France a été dominé par le leader, qui a su garder son avance jusqu'au bout. Les autres équipes ont eu du mal à le suivre.

Le peloton a trouvé son maître. Le tour de France a été dominé par le leader, qui a su garder son avance jusqu'au bout. Les autres équipes ont eu du mal à le suivre.

Les peloton a trouvé son maître

Le peloton a trouvé son maître

Le peloton a trouvé son maître. Le tour de France a été dominé par le leader, qui a su garder son avance jusqu'au bout. Les autres équipes ont eu du mal à le suivre.

Le peloton a trouvé son maître. Le tour de France a été dominé par le leader, qui a su garder son avance jusqu'au bout. Les autres équipes ont eu du mal à le suivre.

Le peloton a trouvé son maître. Le tour de France a été dominé par le leader, qui a su garder son avance jusqu'au bout. Les autres équipes ont eu du mal à le suivre.

Le peloton a trouvé son maître. Le tour de France a été dominé par le leader, qui a su garder son avance jusqu'au bout. Les autres équipes ont eu du mal à le suivre.

Les mineurs de Gardanne ont cessé le travail en avril

Une grève désespérée et oubliée

GARDANNE
 de notre envoyée spéciale

Judi 14 juillet, 23 heures, le feu d'artifice « ouvrier » de la mine de Gardanne (Bouches-du-Rhône) s'achève. Là-haut, sur une tour d'extraction à l'abandon, les derniers mineurs ramassent les débris de ce feu de joie tiré au nez et à la barbe des autorités, à plus de 50 mètres de hauteur. Au pied des bâtiments, sur le carreau, pas de femmes entant une ruelle à pas lents. Les bras levés, elles fredonnent l'air du *Chant des Partisans*, avec leurs propres paroles : « Ami, entends-tu les mineurs au combat, c'est la grève. Ami, entends-tu les mineurs qui se battent pour leurs salaires. Ohé Gardanne, toi qui veux nous affamer, c'est la guerre. »

Autour d'elles, les hommes se sont rasés. Inamovibles, ils les regardent tourner dans le noir. Dans la petite cour plantée de platanes, les grévistes ont installé une estrade de fortune surmontée d'une large banderolette de la CGT. Appuyés sur leurs guitares, les musiciens du groupe Les Gitanes, qui animent la soirée, écoutent les femmes sans mot dire. Ils se contenteront, à la fin du chant, de lancer en espagnol, dans un grand accord de guitare : « Vive la lutte ouvrier ! » avant d'entonner l'*Internationale* le poing levé.

Etendue dans son landau, Audrey a fini par s'endormir. Ici on l'appelle le « bébé gréviste ». Elle est née le 21 avril alors que les mineurs observaient quotidiennement deux heures de grève par poste depuis deux semaines. Elle avait huit jours lorsque la grève totale a été déclenchée, douze lorsque les grilles du carreau ont été bloquées par la CGT... Elle a maintenant huit semaines, et le conflit dure toujours. « Nous devons gagner », s'exclame Louis Suzanne, secrétaire de la CGT, qui a sauté sur l'estrade sous les applaudissements, « pour nos familles, pour nos enfants et pour ceux du fond ».

Ceux du fond. Une cinquantaine de mineurs installés à plus de 500 mètres de profondeur dans les « cabanons » des galeries. Ils y sont descendus le soir du 13 mai lorsque le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence a ordonné l'évacuation

du carreau de la mine sous étrointes de 1 000 F par jour. « Là, affirmait-il, personne ne viendra nous chercher. » Depuis, dit-on, ils n'ont pas bougé du fond. Les matins, les délégués des mineurs descendent leur porter leur casse-croûte avec les quotidiens régionaux du jour, et leurs femmes les appellent grâce au téléphone intérieur. Ils s'ennuient, bien sûr.

Tous les jours, à 7 h 30, lorsque les équipes de sécurité descendent dans la mine pour leur tour d'inspection, « ceux du fond » revêtent de longues caques de toile noire. Ces équipes ne comprennent-elles pas des non-grévistes qui pourraient, disent-ils, les reconnaître ? Depuis un accord signé le 20 juin, ces équipes sont composées de deux « anti-grévistes », comme on les appelle sur le carreau, et d'un gréviste porteur d'un badge rouge, aux couleurs de la CGT. Ce protocole a mis fin à de longues semaines de courses-poursuites et d'échauffourées qui se produisaient chaque matin au fond de la mine.

20 000 F
 de pertes

En haut, sur le carreau, les mineurs se sont peu à peu installés. Le bureau de Jean-Alain Barrier, secrétaire CGT du comité central d'entreprise, est devenu le centre de la grève. Sur les murs, une affiche prévient les grévistes : « Le téléphone est sur table d'économie. Attention... » A deux pas, dans un petit réduit privé de fenêtres, Loulette, la femme d'un mineur, a installé sa buvette. Un réfrigérateur rempli de bières et de Coca-Cola sur lequel elle veille jalousement : 3 F pour les grévistes, 5 F pour les visiteurs, le tout pour la caisse de solidarité. Combien contient-elle ? 1,8 million de francs, disent-ils. Officiellement, le fruit de collectes et de dons.

La CGT organise de temps à autre sur le carreau des journées de paye « sauvage » et remet aux grévistes qui n'ont rien touché depuis la fin du mois d'avril, des enveloppes de 200 F ou 300 F, guère plus. Elles sont parfois accompagnées de colis de sucre, d'huile, de café, de farine ou de légumes qui « aident bien ». Pour le reste, disent les grévistes,

« on s'arrange ». La plupart des loyers sont payés par les Houillères, qui n'ont pas interrompu leurs versements, et pour les factures « on négocie des étalonnements ». Certains sont aidés par leurs parents, d'autres ont fini par assurer ici et là de petits travaux de maçonnerie ou des contrats au noir avec des transporteurs routiers. Depuis le début de la grève, la plupart ont perdu plus de 20 000 F.

Pour quelles revendications ? Au départ, une augmentation des salaires de 1,5 % à compter du 1^{er} janvier 1988, et une prime de rattrapage de 1 500 F pour 1987. Ils avancent désormais le chiffre minimal de 400 F d'augmentation. Sans oublier « l'argent volé » d'avril : du 7 au 28 de ce mois, les grévistes sont descendus au fond six heures par jour, mais la direction, observant une baisse de production de plus de 50 %, a décidé de ne leur payer que la moitié de leurs salaires journaliers au lieu des six huitièmes escomptés. Une décision qui avait provoqué la grève totale.

La direction locale, elle, leur répète que les Charbonnages de France sont une entreprise publique dont les salaires sont négociés chaque année au niveau national. Le 6 avril dernier, le directeur des Charbonnages a réuni les syndicats pour leur proposer une augmentation générale de 1,1 % en masse, accompagnée de l'instauration d'un salaire minimal minier brut de 66 000 F par an. Faute de réponse des syndicats, une augmentation de 1 % serait appliquée « à titre conservatoire » le 1^{er} avril. Ce qui a été fait.

Solitaires

Le lendemain de cette réunion, le 7 avril, la CGT des Houillères de Provence — et elle seule — déposait un préavis de grève. « Les revendications de la CGT sont irréalistes », explique le directeur délégué Emile Fournel ; de plus, les mineurs de Gardanne ne sont pas les plus mal lotis des Charbonnages : le salaire moyen ouvrier brut des Houillères de Provence est de 104 000 F net en hors avantages en nature, alors que ce même salaire, toujours sans les avantages, est de 90 000 F aux Charbonnages de France... Et les non-grévistes ? « Une petite minorité », affirme la CGT qui bloque les grilles depuis plus de deux mois. Une petite minorité suffisamment importante pour que l'on y prête toutefois une grande attention. Ils ont commencé en avril par se réunir à deux pas des grévistes, dans les locaux de la direction des chantiers, jusqu'au jour où des tas de charbon déposés sur la route leur ont interdit l'accès, puis ils ont élu domicile dans la salle des fêtes de la mairie de Simiane dont la porte a été murée une nuit du mois de juin. Ils ont fini par échouer tous les matins, aux alentours de 8 h 30 sur la place du village.

Pas tout à fait seuls. Tous les jours, une petite vingtaine de grévistes s'installent au bord du terrain avec des appareils photographiques et des calepins, pour impressionner les présents. Un comité de non-grévistes, constitué le 23 mai, a

recueilli 1 016 signatures qui ont été portées à l'inspection du travail, et la direction, qui a envoyé des lettres accompagnées de bulletins de vote aux 1 804 salariés des Houillères, a reçu 1 006 réponses en faveur de la reprise du travail. « Bien sûr, nous sommes pour l'augmentation des salaires », souligne un non-gréviste dans un haussement d'épaule, mais ce mouvement n'a pas de sens. Gardanne lutte seul entre des accords nationaux... »

Les « excommuniés »

Et puis il y a les violences : les coups de téléphone de menaces, les voitures harcelées de peintures, les pneus crevés, les femmes prises à partie sur les marchés, le harcèlement des équipes de sécurité de la mine par les grévistes en caque. Certains des non-grévistes ne peuvent d'ailleurs participer à ces équipes, car la CGT leur interdit l'entrée de la mine. Ce sont les « excommuniés », disent les non-grévistes.

Quelques semaines avant le début de la grève partielle, Claude Daudin, le directeur aujourd'hui symboliquement pendu au-dessus des grilles, avait été « retenu » pendant trois jours au sommet d'une tour d'extraction abandonnée. Certains non-grévistes d'aujourd'hui n'ont rien contre les séquestrations du directeur — « Après tout, disent-ils, c'est de bonne guerre » —, mais « pas les premiers jours ». Comme le blocage des grilles décidé le 2 mai, « très tôt », ou les intimidations à la cagoule qui « on n'avait encore jamais vues ».

Visiblement, la CGT est allée un peu vite en besogne, sans respecter les us et coutumes des grèves en pays minier.

Et puis, ajoutent les non-grévistes, on ne va tout de même pas mettre en péril la mine pour « cinquante gars qui font les charlots sur le carreau ». Depuis le début du mouvement, 700 000 heures de travail ont été perdues, et la mine ne supporte jamais très bien des semaines d'abandon. Sans compter, ajoute le directeur délégué Emile Fournel, qui estime le nombre d'emplois liés à la sous-traitance à plus de deux mille, les dégâts commerciaux, les pénalités financières sur les contrats non honorés.

Le conflit de Gardanne pourrait donc, ignoré par les pouvoirs publics qui se sont contentés d'envoyer un conciliateur, dont le rapport a été rendu au début du mois de juillet. Le Parti communiste, lui, surveille les Houillères de Provence de près, et le maire communiste de Gardanne, Roger Met, accorde aux grévistes un soutien sans faille. Mais la grève s'enlise. La direction estime avoir « donné tout ce qu'elle peut donner », et les grévistes mettent la barre un peu plus haut tous les jours. « Nous devons agiter, car maintenant nous ne pouvons plus nous permettre de perdre », lance Louis Suzanne aux grévistes, le soir du 14 juillet. La direction semble penser la même chose. Tous ne pourraient pourtant sortir de ce conflit à tête haute.

ANNE CHEMIN

REPÈRES

Affaires

Recul de 18 %
 des bénéfices d'IBM
 au deuxième trimestre

Le groupe américain d'informatique IBM a annoncé, le 15 juillet, une baisse de 18 % de son bénéfice net au deuxième trimestre, due à une charge exceptionnelle pour restructuration, d'un montant de 384 millions de dollars. Le résultat net de « Big Blue » est ainsi tombé à 984 millions de dollars entre avril et juin, contre 1,18 milliard de dollars au cours de la même période de 1987. Le chiffre d'affaires trimestriel d'IBM a, de son côté, progressé de 6 % pour atteindre 13,6 milliards de dollars, contre 12,8 milliards d'avril à juin 1987.

A l'issue du premier semestre, IBM a dégagé un bénéfice net de 2,21 milliards de dollars, en hausse de 13 % sur les résultats du premier semestre 1987 (1,98 milliard de dollars).

Jeanneau (bateaux de plaisance)
 a augmenté
 son chiffre d'affaires
 de 17 %

La société Jeanneau, premier constructeur européen de bateaux de

plaisance, dont le siège est aux Herbiers, en Vendée, a augmenté son chiffre d'affaires de 17 % durant l'exercice 1987-1988. Le premier résultat du rachat de l'entreprise par ses salariés (RES). M. Michel Richard, PDG de Jeanneau, a précisé que le chiffre d'affaires de la société a été de 615 millions de francs entre le 1^{er} juin 1987 et le 31 mai 1988. Durant cet exercice fiscal le bénéfice a été de 23 500 francs. Ces résultats seront soumis au prochain conseil d'administration, le 28 août. Selon le PDG, ces résultats sont dus notamment à l'exceptionnelle motivation « des 1 307 membres de l'entreprise, dont 98 % sont devenus actionnaires après la signature, le 5 mai 1987, du RES, le premier accord de participation de l'entreprise ».

Prix
 des matières premières
 importées

+ 30,6 % en un an
 Les prix des matières premières importées par la France ont augmenté — en francs — de 8,7 % en juin par rapport à mai et de 30,6 % en un an (juin 1988 comparé à juin 1987).

Les prix des matières premières alimentaires ont augmenté de 18,8 % en un mois (juin par rapport à mai) et de 25,8 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté de 5,3 % en un mois et de 32,7 % en un an.

La stabilisation du déficit commercial américain a été accueillie dans une relative indifférence

La hausse des taux d'intérêt aura volé la vedette aux résultats du commerce extérieur américain. Conformément aux prévisions des marchés financiers, le déficit de 10,9 milliards de dollars en mai, contre un chiffre révisé de 10,3 milliards en avril, n'a finalement ému personne, le vendredi 15 juillet. Une relative et provisoire indifférence qui remet à sa juste place des données mensuelles par définition volatiles.

Ceux qui comptaient discrètement sur une temporaire aggravation du déficit pour calmer l'envol du dollar en sont pour leurs frais. Ils peuvent se préoccuper du dynamisme persistant de la demande comme de l'association des prix de gros. L'appétit pour le billet vert reste entier et pourrait constituer un sérieux test pour la concertation des principaux pays industriels qui ont confirmé, lors d'une réunion de leurs hauts fonctionnaires à Paris, le mercredi 13 juillet, leur volonté de stabiliser la devise américaine.

A vrai dire, les grands volets du commerce extérieur de mai n'apportent aucun élément d'excitation pour les acheteurs du jeu monétaire au jour le jour. L'excédent des échanges agricoles s'est à peine tassé de 20 millions de dollars, les conséquences de la vague de sécheresse qui a frappé le Middle West ne pouvant encore se faire sentir. Le déficit industriel reste inchangé à 10,9 milliards de dollars, la hausse des exportations ayant presque exactement compensé celle des importations. Seule la facture pétrolière s'alourdit de 17,7 % pour représenter 3,94 milliards de dollars. Les cours du brut étant désormais à leur niveau le plus bas depuis près de deux ans, cette dégradation devrait être de courte durée.

Les optimistes feront valoir l'amenagement constant des déficits depuis le début de l'année. En moyenne mensuelle, ils étaient de 12,46 milliards au cours du premier trimestre. Ils sont revenus à 10,96 milliards au cours des trois derniers mois connus. Ceux qui craignent que l'évolution fondamentale de l'économie finisse par se venger

trient en revanche argument des indices publiés ces derniers jours pour lancer une mise en garde.

La hausse du pouvoir d'achat des Américains, de 2,8 % au deuxième trimestre, est moins forte qu'au début de l'année. Elle alimente malgré tout une consommation encore vive, la progression annuelle des ventes de détail, de 6,4 % au cours du premier semestre, en est l'une des dernières illustrations. Et si la remontée du dollar, en rendant moins coûteuses les importations des Américains, peut, un temps, compenser la vigueur de leurs achats à l'étranger, un trop net raffermissement du billet vert risque, s'il se poursuit trop longtemps, de remettre en cause le lent redressement du commerce extérieur : sur cinq mois, le solde négatif représente désormais 58,6 milliards de dollars, soit, en rythme annuel, 130 milliards à comparer aux 171,2 milliards enregistrés en 1987.

Cette crainte encore ténue a été renforcée par l'annonce, vendredi, d'une progression de 0,4 % des prix de gros en juin. Cet indice, censé préfigurer l'inflation à venir, commence à prendre en compte l'effet « sécheresse » : les prix des matières premières alimentaires ont fait un bond de 4,2 % le mois dernier. Les résultats de juin portent ainsi à 3,6 % en rythme annuel l'augmentation des prix de gros durant le premier semestre, contre 2,2 % seulement en 1987.

Les États-Unis vivent une période de transition trop incertaine pour pouvoir prédire l'évolution de la conjoncture, mais les risques inflationnistes se précisent malgré tout. L'ia à un redressement du dollar, ils pourraient finir par gêner les exportateurs, à peine réjouis de la longue période de surévaluation du dollar entre 1982 et 1985. Le pire n'est jamais assuré. Les économistes des organisations internationales recommandent pourtant, avec prudence, à rappeler la caractéristique « insouvenable » des déficits extérieurs américains pour éviter que des mouvements excessifs sur le marché des changes ne viennent contrecarrer l'effort de correction des grands déséquilibres économiques mondiaux.

F. Cr.

La hausse du dollar inquiète les partenaires des États-Unis

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, ces mêmes Japonais changent leur fusil d'épaule et se fixent pour objectif un cours de 140 yens pour le dollar, alors qu'ils visaient 115, et même 100 yens il y a à peine quelques semaines.

Un tel phénomène ne fait pas l'affaire des partenaires des États-Unis dans la mesure où, finalement, ils s'étaient assez bien accommodés de la baisse du dollar. Cette baisse n'avait guère affecté les exportations de l'Allemagne fédérale et, au Japon, la diminution des exportations, notamment vers les États-Unis, avait été compensée par une vigoureuse reprise du marché intérieur, la hausse du yen réduisant spectaculairement les prix des produits importés. Surtout, la revalorisation du mark et du yen avait contribué à maîtriser l'inflation en RFA et au Japon, grâce à ce phénomène de diminution du coût des importations, des matières premières notamment.

Dans ces conditions, le renversement qui s'opère sur les marchés des changes risque de relancer l'inflation chez ces mêmes partenaires et éveille leur inquiétude. La Banque fédérale d'Allemagne relève ses taux d'intérêt et la Banque du Japon vou-

draient bien en faire autant, alors que, pratiquement, toutes les banques centrales, à l'exception de celle du Japon, interviennent plus ou moins massivement pour s'efforcer de stopper la hausse du billet vert. Jusqu'à présent, leurs efforts ont été vains, car la force des marchés est irrésistible. Le seul facteur qui pourrait stopper ce mouvement serait une reprise de l'inflation aux États-Unis, susceptible de saper la confiance des investisseurs internationaux dans la solidité du dollar. Pour l'instant, ce n'est pas en passe de se réaliser, car la banque centrale américaine se borne à faire monter doucement les taux pour tenter d'éviter la surchauffe et le dérapage des prix.

Une telle politique, néanmoins, accélère la remontée du billet vert, dans la mesure où les placements en dollars, toujours dans l'immédiat, deviennent plus rémunérateurs que ceux effectués en yens ou en marks. Or, si le dollar remonte trop, la réduction du déficit commercial américain se ralentira ou cessera. Mais comment éviter de faire monter les taux outre-Atlantique si on veut vraiment juguler l'inflation ? Un véritable dilemme en pleine période électorale.

FRANÇOIS RENARD.

EN BREF

● Nouvelles Frontières doit payer 7 millions de francs à Minerve. — Par décision en date du 12 juillet 1988, le tribunal de commerce de Paris a condamné la société Nouvelles Frontières à payer, avec exécution provisoire, quelque 7 millions de francs à la société Minerve SA qui réclame plus de 10 millions de francs à ce voyageur pour factures impayées et annulations de vols, indique la compagnie aérienne dans un communiqué. Pour le surplus de la demande de Minerve, le tribunal a renvoyé l'affaire à l'audience du 24 octobre prochain.

● Courtauld vend son secteur papier au sud-africain Sappi. — La firme sud-africaine de papier et de pâte à papier Sappi vient de prendre le contrôle de Salcoor, numéro un mondial des solvants de pâte à papier, en rachetant la participation de 66,7 % que détenait le géant du textile britannique Courtauld. Celui-ci a, de surcroît, cédé à Sappi son usine

de pâte à papier, située au Swaziland. Ces deux entreprises, qui ont coûté plus de 500 millions de dollars au groupe sud-africain, lui permettront d'atteindre un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de dollars (contre 750 millions actuellement).

● Inquiétude des producteurs de porc. — Les prix du porc sur le marché du porc de Louéde sont retombés cette semaine à 8,20 francs le kilo, retrouvant leur niveau d'il y a un mois, lorsque les producteurs avaient manifesté, souvent violemment, dans l'ouest de la France, le renflouement de la caisse d'aide aux éleveurs. Stabiporc, annoncé le 1^{er} juin par le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, n'a pas été effectué. La dotation promise de 100 millions de francs, ramenée à 90 millions, n'a pas été versée, le Crédit agricole (qui doit acquiescer 35 millions de francs) et les pouvoirs publics n'ayant pas trouvé d'accord sur les conditions de financement.

Loi d'amnistie

La CFTD de Renault-Billancourt critique sévèrement la CGT

Rendue théoriquement possible par la loi d'amnistie, l'hypothèse de la réintégration des dix délégués CGT de Renault-Billancourt licenciés pour faute par la direction provoque des remous dans les rangs syndicaux.

Le PCF et la CGT pouvaient et ont organisé, le 13 juillet au soir, place du Marché à Boulogne-Billancourt, un « bal des libertés et de la réintégration » dont l'humour du 15 juillet, a abondamment rendu compte. L'événement sera encore célébré le 22 juillet, à 12 heures, place de Bir-Hakeim, par l'union départementale CGT des Hauts-de-Seine, qui prépare un rassemblement pour « fêter la lutte victorieuse ».

Tel n'est pas l'avis de la CFTD de Renault-Billancourt. Sous le titre « Dix de retrouvés, combien de perdus ? » cette dernière proteste dans un tract contre ce tapage et raille férocelement « ce bal de l'indécence ».

« Au moment même où l'appareil politico-syndical CGT-PCF exulte sur ces dix », écrit la CFTD, une

quatrième procédure de licenciement est en préparation. Elle intervient après trois autres plans de réduction d'effectifs « qui ont eu pour conséquence de livrer des centaines de salariés au chômage sans aucun recours ». Opposant le sort des uns aux manifestations en faveur des autres, la CFTD met en cause « le point de mire sectaire de la CGT (les « dix ») ». Son attitude a décidé « du prix fort payé pour la réintégration ». « L'opération des « dix » (...), poursuit la CFTD, a contribué à mettre aux oubliettes les centaines de licenciements ». « C'est précisément là qu'apparaît l'opposition entre les intérêts de l'appareil CGT-PCF et ceux des salariés », continue le syndicat. La critique ne porte pas sur la loi d'amnistie mais sur l'usage qui en est fait à Billancourt. La lutte « pour les dix est un combat d'arrière garde », affirme la CFTD, estime-t-elle, « a tout polarisé sur ces dix, comme s'il n'existait qu'eux seuls ».

Chez Nissan

Vive les vacances... à la chaîne

La civilisation des loisirs n'est pas encore pour aujourd'hui au Japon. Non contents de travailler plus que leurs homologues occidentaux, les salariés nippons trouvent encore le moyen d'en rajouter. Ainsi les ouvriers de Nissan, deuxième constructeur automobile du pays, viennent-ils d'accepter de renoncer à une partie de leurs vacances d'été déjà courtes puisqu'elles ne comptent que dix jours du 10 au 19 août — pour répondre à une rapide augmentation des ventes de voitures au Japon et à l'étranger. Deux des derniers modèles de Nissan, la Sylvia (cylindrée de 1,8 litre) et la Cima (voiture de luxe de 3 litres) font en effet un tabac.

Du coup la direction a demandé au personnel de l'usine, de Kyushu, qui fabrique la Sylvia, d'annuler leurs congés de deux jours et aux ouvriers de cinq autres usines qui produisent la Cima de renoncer à une journée

de vacances. Des sacrifices qui seront compensés par le paiement d'heures supplémentaires et qui permettront à Nissan de produire cent quarante-deux mille véhicules en août, soit vingt mille de plus que prévu. La société s'apprête d'ailleurs à réviser en hausse (sans doute de quelque 5 %) ses objectifs de production pour l'année en cours, confirmant ainsi le redressement enregistré l'an dernier après un exercice défectueux dû à la hausse du yen.

Le comble, c'est qu'au même moment le ministère du travail japonais publie un livre blanc dénonçant la médiocre qualité de la vie au Japon à cause notamment... de longues heures de travail. « Les Japonais ont les plus gros salaires nominaux du monde, souligne le document, mais ils manquent de temps pour se consacrer à leur famille et aux loisirs ».

Crédits, changes, grands marchés

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Apathie en Europe, mais activité à New-York

Solliciter le marché euro-obligataire en offrant des titres nominatifs tient de la gageure. C'est pourtant ce que fait un organisme américain que l'on considère comme l'un des meilleurs signataires de son pays, la Federal National Mortgage Association, familièrement appelée « Fanny Mae », qui a lancé la semaine passée un emprunt de 500 millions de francs français dont les obligations à cinq ans, émises à 100,50 %, sont dotées de coupons de 8,25 % l'an.

En l'absence de titres au porteur, l'intérêt des investisseurs privés est pratiquement inexistant, et l'appât pour ce genre de papier ne provient que d'investisseurs. Aussi les coupures sont-elles importantes, de 100 000 francs au minimum. La composition du groupe de direction, conduit par le Crédit commercial de France, se ressent également de la forme des obligations : n'y figure, par exemple, aucune banque belge ou luxembourgeoise, pour qui la forme nominative des obligations imposée par la pratique fiscale américaine est une attente directe contre l'incertitude et contre la discrétion à laquelle leur clientèle est tant attachée.

L'opération « Fanny Mae » a cependant bien des atouts, car elle élargit le cercle des emprunteurs en euro-franc français, dans un comparatif obligataire qui donne des signes évidents de maturité. Ses conditions sont loin d'être généreuses, à quelque 20 points de base seulement au-dessus des fonds d'Etat français correspondants. Elles reflètent la qualité du débiteur, mais ne tiennent, pour l'instant, pourtant pas assez compte du fait surprenant que de nombreux prêteurs potentiels ne connaissent pas suffisamment l'emprunteur. « Fanny Mae » déploie son activité dans le secteur hypothécaire. Son emprunt est « swapé » contre des fonds en dollars à taux fixe.

La faible notoriété européenne d'un des plus grands débiteurs des Etats-Unis tranche vivement avec la réputation dont jouissent auprès des investisseurs américains les signatures étrangères de qualité. En témoigne le succès de la dernière en date des émissions de type « yankee » (c'est-à-dire lancée à New-York pour le compte d'un débiteur étranger). La Société générale vient, en effet, de réussir son entrée sur ce marché. Elle y fait la proposition suivante : 300 millions de dollars d'obligations subordonnées à quinze ans émises à 99,224 % et dotées de coupons (semestriels) de 9,875 %. Ces conditions, à la sortie de l'emprunt, faisaient ressortir une marge de 93 points de base au-dessus des fonds d'Etat américains de référence, en l'occurrence les bons du Trésor à dix ans. Cette marge s'est maintenue sans peine par la suite. Les

commissions pour les banques se montent au total à 0,75 %.

L'opération, dirigée par Shearson Lehman Hutton et codirigée par Goldman Sachs, est la seconde de ce genre seulement à voir le jour sans avoir été enregistrée auprès de la Securities Exchange Commission (SEC). La Société générale profite de l'expérience de la BNP, qui avait été la première à faire valoir qu'une banque étrangère disposant d'une succursale sur place pouvait être dispensée d'une telle démarche contraignante, même pour un emprunt subordonné (voir le Monde daté 15-16 mai). L'allègement est bienvenu, non seulement parce qu'il permet de respecter une discrétion souhaitable sur les projets d'une banque, mais également parce que la procédure d'émission d'un emprunt yankee est déjà suffisamment ardue en soi. Elle oblige, en effet, à préparer une

La Générale et son beau yankee

L'apathie presque totale du marché de l'eurodollar la semaine passée, dans l'attente de la publication des statistiques commerciales américaines (qui ne devaient être connues que vendredi en début d'après-midi), a donné d'autant plus de relief aux possibilités offertes par New-York. La durée de l'opération Société générale est particulièrement remarquable. Elle n'aurait pu être atteinte pour un emprunt en devises sur aucune autre place.

Pour une opération subordonnée, destinée à renforcer les fonds propres d'un établissement financier, il est très important de s'assurer d'une longue échéance. Il est en effet tout à fait vraisemblable que sa prime en compte comme quasi-capital diminuera fortement lorsqu'un emprunt subordonné n'aura plus qu'une durée résiduelle inférieure à cinq ans. Ajoutons que le paiement du coupon n'est pas lié au versement d'un dividende, et que, d'une façon générale, on estime maintenant en France superflu d'assurer les emprunts subordonnés d'une clause de suspension d'intérêt.

On sait que l'émission d'emprunts subordonnés par les banques est liée à l'adoption de normes internationales sur les fonds propres par les gouvernements des banques centrales, telles qu'elles ont été décidées au cours de leur réunion de lundi dernier à Bâle. Les établissements français se sont depuis des mois préparés à se conformer à ces normes, qui devraient être appliquées d'ici à 1992. Parmi les banques d'autres pays qui se manifestent avec intérêt sur les marchés des capitaux, celles du Japon sont particulièrement actives en ce sens. Certaines énormes opérations convertibles en actions paraissent s'annoncer en Suisse pour le compte de quelques-unes des plus puissantes d'entre elles, et il y aurait également un vif intérêt de leur

note d'information à l'intention des investisseurs américains selon leurs propres critères, bien différents des schémas européens, plus exigeants.

C'est ainsi que, pour la première fois, la Société générale a dû faire part de la répartition géographique de ses engagements. Comme ceux-ci concernent pour plus de 85 % des pays d'Europe et d'Amérique du Nord et que les risques sur l'Amérique latine ne représentent que 2,2 % du total, les prêteurs américains n'ont guère eu de peine à se convaincre des mérites de leur investissement, et le succès a été instantané. La dette est cotée « AAL » et « AA » par les agences spécialisées.

Par le biais d'un « swap » de taux d'intérêt, la grande banque française se procure des fonds subordonnés à quinze ans également et en dollars mais à taux variable, à des conditions fort avantageuses en ce qui concerne l'ajout au LIBOR à trois mois.

part pour la solution complaisante d'emprunts yankees subordonnés.

Pour revenir en France, la construction financière tout à fait originale montée récemment pour Rhône-Poulenc continue de retenir l'attention. Il s'agit de titres perpétuels subordonnés, rachetés par Merrill Lynch International, ont été transformés et replacés par l'eurobanque américaine dans le cadre d'une opération à caractère privé proposant un investissement à quinze ans. En l'occurrence, Rhône-Poulenc est en mesure de refinancer ses fonds propres de 875 millions de dollars. Le coût, pour la société française, est celui du LIBOR majoré d'une certaine marge. Tout indique que la solution est particulièrement avantageuse. Son coût réel est « nettement plus intéressant que celui de toute autre forme de financement en fonds propres », assure Rhône-Poulenc.

Ce qui est frappant dans cette affaire, c'est son caractère hautement officiel. En la rendant publique, Rhône-Poulenc commence par faire mention de l'accord de deux ministères. D'ici à imaginer que des opérations de ce genre seraient envisagées par les pouvoirs publics pour celles des banques françaises encore nationalisées, il n'y a qu'un pas, que certains s'apprêtent à franchir.

Dans les milieux eurobancaires, tout en soulignant les mérites de la transaction Rhône-Poulenc, on la considère souvent comme un crédit déguisé. Aussi préférerait-on que l'on permette à ces établissements financiers soucieux d'accroître leurs fonds propres de prendre un chemin plus ouvert qui passerait par la transformation en actions de leurs certificats d'investissement.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

Nouvelle poussée sur le dollar

Le dollar s'envole ! A la veille du week-end, son cours avait passé 6,30 F, s'élevait à près de 6,35 F contre 6,19 F huit jours auparavant. A Francfort et à New-York, il débordait 1,88 DM contre 1,83 DM une semaine auparavant. A Tokyo, en revanche, le billet vert ne montrait un peu moins ferme, s'ajustant à 135,50 yens contre 133 yens, et retrouvant seulement ses niveaux du 4 juillet.

Cette envolée s'est effectuée en dépit d'une augmentation relative du déficit commercial des Etats-Unis en mai, ce déficit passant de 9,89 milliards de dollars en avril (chiffre révisé à 10,30 milliards de dollars) à près de 11 milliards de dollars (10,90 milliards exacts).

A vrai dire, cette augmentation était prévue par la majorité des opérateurs, qu'elle n'a pas autrement émus. Ce qui les a émus, en revanche, c'est la nouvelle hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis à court terme aussi bien qu'à long terme (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire »). Une telle hausse rend plus rémunérateurs les placements en dollars, au moment où la relative amélioration du com-

merce extérieur américain oblitère complètement les inquiétudes nourries précédemment sur la santé de la devise des Etats-Unis et sur l'aggravation des déficits de ce pays, tant pour le budget que pour la balance des paiements.

En fait, le dollar est partout à la hausse : « Même avec un déficit commercial de 12 milliards de dollars, le billet vert aurait poursuivi sa hausse, après un petit recul initial », commentait un opérateur, à la veille du week-end, qui voit le billet vert monter jusqu'en novembre. Un autre ajoutait : « Tout le monde achète, surtout les importateurs de produits payables en dollars, qui se couvrent, tandis que les exportateurs attendent pour vendre leurs devises ». C'est le fameux « terminalage », ou décalage des termes de paiements, « leads and lags » pour les Anglo-Saxons.

En ce genre de circonstance, l'effet d'entraînement joue. Les opérateurs à terme, d'abord, qui avaient pris des engagements de ventes à découvert sur le dollar (positions « courtes », rachetées en toute hâte, et se portant acheteurs, également à découvert. En outre, on voit des

groupes multinationaux se mettre à acquérir des dollars, par précaution.

Dans cette affaire, les banques centrales sont intervenues, certes, pour freiner la remontée de la devise américaine : Réserve fédérale des Etats-Unis, Banque fédérale d'Allemagne, Banque nationale suisse, Banque d'Italie, mais pour des motifs modérés. Elles se bornent à fournir les acheteurs commerciaux, sans chercher vraiment à contraindre le mouvement : on ne lutte pas contre le marché ou alors, comme les enfants au bord de la mer, on dresse, de fragiles murailles, emportées très rapidement.

L'optimisme qui prévaut actuellement sur le billet vert ne fait pas l'affaire de tout le monde, à commencer par les milieux industriels américains (favorables à un dollar, plus faible, afin de corriger le déficit commercial des Etats-Unis, et estimant à 100 yens son niveau souhaitable). C'est, également, l'opinion de l'ancien chef des conseillers économiques du président Reagan, M. Martin Feldstein. Fidèle à ses idées, il estime que le dollar devrait baisser de 25 % au moins par rapport à la devise japonaise, et revenir à 100 yens d'ici un à trois ans. Les prix de gros aux Etats-Unis progressent de 6 % en rythme annuel, alors qu'au Japon ils baissent, indique M. Feldstein, assurant que « le dollar devrait se déprécier au moins d'environ 10 % par rapport au yen, afin de combler l'écart actuel entre les taux d'inflation dans les deux pays ».

Selon les participants de la dernière réunion des gouverneurs des banques centrales des Dix à Bâle, les Etats-Unis seraient prêts à « autoriser » une poursuite du mouvement de hausse du billet vert, bien accueillie en période électorale, comme signe de vigueur pour l'économie américaine. De toute façon, l'administration de Washington n'ayant jamais rien fait d'efficace pour faire baisser ou monter le dollar, hormis des déclarations sans lendemain, c'est « la force des marchés » qui tranchera et, pour l'instant, cette force pousse le dollar à la hausse.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 AU 15 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.G.L.	Franc suisse	Franc allemand	D.mark	Franc belge	Franc italien	Lira italienne
New-York	1.6638	—	15.8338	64.6338	33.3038	3.2518	47.3361	6.9776
Paris	1.7640	—	16.2443	64.6348	33.3048	3.2519	48.5334	6.9786
Bruxelles	15.9140	6.1580	—	497.20	397.25	161.224	356.15	4.9533
London	15.6286	6.0880	—	484.47	384.58	158.9731	350.15	4.9533
Zurich	2.5919	1.9238	24.8779	—	82.8175	3.8629	73.4991	11.1121
Frankfurt	2.5916	1.9238	24.7931	—	83.3884	3.9739	73.8335	11.1121
Berlin	3.1167	2.4740	29.6519	128.25	—	4.7496	88.8391	1.5391
Munich	3.1165	2.4739	29.7274	128.25	—	4.7781	88.9389	1.5385
Amburgo	61.1896	26.20	6.2025	25.2527	999.18	—	18.5518	2.5242
Rome	61.2620	26.20	6.2216	25.2647	999.29	—	18.5922	2.5242
Madrid	2.6120	2.1138	33.6338	136.15	112.75	5.3965	—	1.5922
Barcelone	2.5182	2.0689	33.6638	136.15	112.57	5.3765	—	1.5862
Valence	2398.24	1398	209.62	894.35	749.66	35.8822	656.89	—
Bilbao	2398.02	1395	209.61	894.37	749.64	35.8765	657.71	—
Seville	224.67	135.10	21.7966	87.6989	72.9919	3.4444	63.9375	0.8979
Granada	132.85	132.85	21.7966	87.6985	72.9915	3.4466	64.0983	0.8983

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Mexique : le PRI tenté par une « perestroïka ».	5 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie.	6 Après la mort d'un jeune Maghrébin à La Courneuve.	7 Le 42 ^e Festival d'Avignon.	11 La grève des mineurs de Gardanne.	Abonnements 2	● Admissions aux grandes écoles ECOLES
4 La tragédie de l'Airbus devant les Nations unies.	— Livres politiques, par André Laurens.	— Une Ghanéenne exclue d'un cours d'alphabétisation du MRAP.	8 Le Festival de jazz de Montreux.	— La stabilisation du déficit commercial américain.	Carnet 6	● Le mini-journal de la rédaction JOUR
DATES		10 SPORTS : Tour de France. Delgado maître du peloton.	— Cinéma : les dix ans du Cosmos.	12 Revue des valeurs.	Mots croisés 10	36-15 tapez LEMONDE
2 Il y a trente ans, le débarras des « marines » au Liban.			— COMMUNICATION : le développement du groupe Expansion.	13 Crédits, changes, grands marchés.	Spectacles 8	● Les jeux du Monde JEUX
						● Gagnez un abonnement au Monde de l'éducation avec 50 % de réduction ABO
						36-15 tapez LAM

M. Soisson rencontre les partenaires sociaux

La politique salariale en question

A l'occasion de ses entretiens avec les organisations syndicales et patronales, commencés le 11 juillet avec la CFTC, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, fournit à ses interlocuteurs des précisions sur les domaines où il entend agir en priorité.

Bien entendu, le dossier de l'emploi et du chômage revient dans toutes les conversations, ainsi que l'a souligné M. Guy Drilleaud (CFTC). Selon M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire national de la CFTC, le ministre aurait « laissé entendre qu'il présenterait un programme formation-emploi d'ici la fin de l'année ». Dans l'immédiat, il pourrait s'intéresser à l'utilisation qui est faite des TUC et des SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle). La CFTC, après la CFTC, a rappelé que ces formules étaient « détournées de leur fonction » et a plaidé pour « une mise en ordre ».

Mais la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) a marqué les limites du débat. M. Jean Brunet, qui a reconnu l'existence d'un « abus criant et manifeste », notamment dans le secteur de la distribution, ne souhaite pas que les SIVP soient remis en cause. Le vice-président de la CGPME s'est prononcé pour « un système unique » englobant la formation en alternance et l'apprentissage.

Comme précédemment, M. Soisson a insisté sur le développement de la négociation collective et sur la nécessaire correction de trajectoire

de la politique salariale. Il a rappelé que les entreprises « continuent à pratiquer une politique de rigueur salariale trop stricte qui démolit les salariés » alors que l'on assiste à un réajustement des marges financières. D'après M. Kasper, le ministre voudrait que « les salariés participent aux résultats des entreprises comme ils avaient participé à l'effort de rigueur ».

Président de la CGC, M. Paul Marchelli a lui aussi entendu le ministre reconnaître que « la politique de rigueur est excessive dans de nombreuses entreprises par rapport à leur situation économique ». Il s'est efforcé de répondre en affirmant qu'il appartenait au gouvernement de « montrer la voie », avec la fonction publique, et de souligner que, « si rien n'est fait dans les mois qui viennent, on risque des conflits sociaux dans les entreprises ». Bien entendu, le président de la CGC a été très sensible à la critique, par M. Soisson, de la politique d'industrialisation des salaires. « Il faut mettre en place des procédures moins injustes », a estimé M. Marchelli.

M. André Bergeron, qui avait été reçu auparavant, a eu la même impression, ajoutant que le gouvernement n'avait pas l'intention de « remettre en cause la SMIC ». Le secrétaire général de Force ouvrière a affirmé « qu'il était nécessaire de lâcher du lest » sur les salaires. « Les représentants patronaux reconnaissent avoir gagné beaucoup d'argent. Il est juste que les salariés en reçoivent une partie », a repris

M. Bergeron qui a évoqué la relance de la négociation collective, « élément de stabilité sociale », puis souligné à son tour les déviations de l'investissement.

Une fois de plus, il a également été question de la législation sur les licenciements économiques depuis la suppression de l'autorisation administrative. Plutôt que la négociation entre partenaires sociaux, à laquelle pense M. Jean-Pierre Soisson comme avant lui M. Michel Delebarre, le secrétaire général de FO estime « que, pour remplacer la loi Séguin, c'était plus simple d'en voter une autre ». « Nous serions parvenus à un accord pour discuter de la situation des salariés licenciés à cinquante ou cinquante-cinq ans », a-t-il conclu.

La réaction de M. Jean Brunet (CGPME) montre bien que la situation est bloquée de part et d'autre sur ce dossier. « Il est hors de question de renégocier sur les conditions de licenciement », a-t-il déclaré au sortir du ministère, tout en admettant l'idée d'un « ajustement » de l'accord d'octobre 1986. « Nous avons clairement dit au ministre qu'il nous paraissait impossible d'accepter qu'un gouvernement puisse dire que les conclusions d'une négociation ne lui conviennent pas ».

Sur ce point comme sur d'autres, les prochaines rencontres avec la délégation du CNPF (reportée) et avec la CGT, le 19 juillet, ne risquent guère de modifier le paysage social que M. Jean-Pierre Soisson s'attache à découvrir.

M. Delebarre propose des primes aux « aiguilleurs du ciel »

M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, a envoyé, le vendredi 15 juillet, une lettre aux syndicats de contrôleurs aériens qui ont déposé une préavis de grève pour lundi, dans laquelle il se propose de les rencontrer « le plus rapidement possible ». M. Delebarre suggère en outre de mettre en œuvre, dès maintenant, l'attribution d'une prime exceptionnelle « conforme aux modalités définies lors d'une réunion, qui s'est tenue le 30 juin dernier à Paris. Son versement devrait intervenir « au plus tard au mois de septembre », selon la lettre du ministère que cite la CFDT, l'un des syndicats qui ont déposé un préavis de grève.

Cette prime varie « en fonction des affectations », a précisé la CFDT. Pour les contrôleurs aériens, elle devrait ainsi s'établir de 2 300 F à 4 000 F, pour les techniciens de 2 300 F à 3 316 F et pour les techniciens de 2 000 à 2 897 F.

De leur côté, les syndicats de pilotes et de mécaniciens d'Air Inter maintiennent leur grève pour la tranchée horaire 0 heure-8 heures, du 18 au 23 juillet. La réunion direction-syndicats, vendredi, n'a rien donné.

Air Inter, en application d'un programme minimal, prévoit d'effectuer une trentaine de vols. Pour sa part, Air France pense être en mesure d'assurer 20 % des vols moyen-courrier et tous ses vols long-courrier.

★ Renseignements : Air Inter, tél. : 35-39-25-25 et minitel : 36-14, code AIRINTER ; Air France, tél. : 43-20-11-55 et 45-35-61-61.

A Paris

Quatre morts et trois brûlés dans l'incendie d'un hôtel

Quatre personnes sont mortes et trois autres ont été grièvement brûlées dans un violent incendie qui a détruit, le samedi 16 juillet à 3 h 30, un hôtel, 98, rue d'Hauteville, dans le dixième arrondissement, à Paris. L'origine du sinistre n'a pu être établie samedi, en fin de matinée.

La cage d'escalier de l'hôtel Saint-Vincent-de-Paul est totalement calcinée et un bout de drap blanc est accroché à l'appui d'une des fenêtres du troisième étage. Une échelle de corde a été abandonnée sur le trottoir, devant l'entrée entièrement ravagée par l'incendie.

Dans le matin gris, quatre heures après le sinistre, les pompiers vident encore l'immeuble des derniers débris de l'incendie. Un à un, ils emportent sur le trottoir, au pied de l'hôtel, des sommiers calcinés, des matelas brûlés, des chaises déformées, des poubelles enfouies de gravats dévorés par les flammes.

Cet établissement proche des gares de l'Est et du Nord, qui compte une vingtaine de chambres, accueillait, semble-t-il, des touristes de passage. Les pompiers ont retrouvé au milieu des décombres des appareils de photo fondus par la chaleur et des pièces de monnaie étrangères. Tous les papiers pouvant aider à l'identification des clients ont été mis de côté.

Lorsque les pompiers sont arrivés sur les lieux, à 3 h 30, la cage d'escalier était embrasée et des flammes s'échappaient du quatrième étage du bâtiment. Après une heure

d'effort, les soixante-cinq pompiers venus de cinq casernes sont parvenus à éteindre l'incendie, après avoir évacué les clients par les fenêtres, à l'aide d'échelles. Quatre corps ont été retrouvés dans les chambres : deux au quatrième étage, un au cinquième, et un dernier dans une chambre située sous les toits, au sixième étage.

L'un des blessés, actuellement soigné à l'hôpital Foch de Suresnes (Hauts-de-Seine), était, samedi 16 juillet en fin de matinée dans un état désespéré.

L'incendie semble avoir pris naissance au pied de la cage d'escalier, peu après 3 heures. Le feu s'est alors propagé rapidement vers les étages, et la cage d'escalier, en bois, a été entièrement détruite par les flammes, interdisant l'évacuation des personnes qui dormaient dans les chambres. Selon la police, qui a ouvert une enquête, aucun élément ne permet de conclure à un acte criminel.

ANNE CHEMIN

● Feux de forêt dans le Var. — Favorisés par un fort mistral, plusieurs feux de forêt ont éclaté, vendredi 15 juillet, dans le département du Var.

Le plus important de ces incendies a été signalé sur les collines du Ravest, au nord de Toulon. Trois cents pompiers, des hélicoptères et des avions-citernes sont venus à bout du sinistre après quatre heures de lutte. D'autres foyers se sont déclarés à Ollioules, Solliès-Pont et Carcès.

Grâce à un échange avec la NHK japonaise

RFI va émettre en Asie

Grâce à un accord d'échange, signé le 15 juillet avec la radio-télévision publique japonaise NHK, Radio France internationale (RFI) va diffuser, dès le 1^{er} août, quatre heures de programmes d'émissions en ondes courtes, partie vers la Chine et partie vers la péninsule indochinoise. Ces émissions en français, relayées par l'émetteur de Yamato au Japon, devraient être portées à six heures en avril prochain.

En échange de ce service, RFI met à la disposition de la NHK un des quatre émetteurs de TDF qu'elle utilise à Montigny en Guyane. Radio-Japon émettra ainsi une demi-heure en espagnol et quatre heures en japonais vers l'Amérique latine, notamment pour toucher mieux qu'avant ses émetteurs actuels de Moyabí (Gabon) le million de japonais qu'on estime vivre en Argentine et au Brésil.

Cet accord conclu jusqu'en 1991 permet à RFI de colmater, en Asie, l'un des « trous » de sa carte de diffusion, là où les rares émissions en français sont russes, japonaises ou australiennes. Si RFI obtient satisfaction en ce qui concerne ses demandes budgétaires et peut trou-

ver de nouvelles capacités d'émission, l'intention de son président, M. Tézéas du Montcel, est d'ajouter aux programmes français des programmes en chinois, en vietnamien ou en cambodgien.

La politique d'échanges d'émission, nouvelle pour RFI, pourrait d'ailleurs se poursuivre, pour mieux desservir l'Asie du Sud-Est, en particulier, par exemple à partir de la Chine, où une mission doit se rendre prochainement. A terme, dans cette région, RFI compte toujours sur la construction d'émission en Thaïlande, pour lesquels les crédits sont déjà réunis, mais dont l'implantation officielle attend toujours le feu vert des autorités thaïlandaises, retardé par les élections de juillet dans ce pays.

Indirectement, l'accord avec la NHK favorisera la pénétration radiophonique française au Japon. Pour être acheminé à Yamato, le programme mondial de RFI occupe en effet un canal permanent sur un satellite Intelsat, et son signal pourrait être repris par les réseaux câblés japonais, notamment dans une grande partie de Tokyo.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Un traitement expérimental de l'hépatite B jugé prometteur aux États-Unis

Un traitement expérimental contre l'infection par le virus de l'hépatite B — transmis par le sang et les produits du sang — semble donner des résultats préliminaires « excitants » (« exciting ») selon l'expression des chercheurs qui l'ont mis au point (1).

Trente-neuf patients atteints d'hépatite B chronique ont fait l'objet de ce travail : dix-huit ont reçu durant six semaines une hormone stéroïde, de la prednisone, puis pendant quatre-vingt-dix jours de l'interféron alpha ; les autres malades ne recevant aucun traitement. Chez la moitié des malades traités, l'arrêt de la réplication du virus a été observé et chez quatre d'entre eux le virus a disparu complètement.

L'intérêt de ces résultats est tempéré par les risques d'effets secondaires non négligeables des substances utilisées : la prednisone peut provoquer des inflammations du foie dangereuses chez les patients dont la maladie est avancée ; quant à l'interféron — dont 10 à 20 % des malades faisant partie de l'étude n'ont pas supporté l'administration à hautes doses — il a une incidence sur les leucocytes et les plaquettes sanguines.

(1) Docteur Robert Perillo (Veterans Administration Medical Center, à Saint-Louis, Missouri) dans *Annals of Internal Medicine* du 15 juillet.

Il reste toutefois que, si ces travaux prometteurs étaient confirmés par une plus large expérimentation, ce protocole constituerait le premier traitement valable de ce type d'hépatite, relativement rare dans les pays occidentaux, et qui peut entraîner chez ceux qui en sont atteints une hépatite fulminante, une hépatite chronique et plus tard une cirrhose pouvant évoluer vers un cancer du foie.

(1) Docteur Robert Perillo (Veterans Administration Medical Center, à Saint-Louis, Missouri) dans *Annals of Internal Medicine* du 15 juillet.

Débauche et « messageries roses »

Le parquet fait appel du jugement de relaxe

Le parquet de Paris a décidé d'interjeter appel du jugement rendu le 4 juillet par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris selon lequel il n'existerait aucun texte permettant actuellement de sanctionner le directeur d'une « messagerie rose » sur le fondement du délit de « publication d'annonces attirant l'attention sur des occasions de débauche » (le Monde des 6 et 7 juillet).

Le tribunal avait constaté que les pseudonymes, particulièrement évocateurs, et les petites annonces à caractère obscène consultables de la part des utilisateurs et notamment des enfants « constituent bien des annonces attirant l'attention sur des occasions de débauche, ce terme devant être compris au sens de dévergondage sexuel ». Cependant, les juges observaient que la responsabilité d'un directeur de la publication aurait pu être retenue uniquement dans le cas où un tel acte « personnel postif » aurait été proposé puis, que, en l'occurrence, il ne s'agissait ni d'un délit de presse ni d'une infraction au droit de travail.

Si le parquet, en engageant les poursuites, n'avait pas caché qu'il s'agissait d'un « test », la Fédération des familles de France, la Confédération nationale des associations familiales catholiques et les unions départementales des associations familiales du Val-de-Marne, des Yvelines et de Paris s'étaient constituées parties civiles en réclamant une sanction dissuasive. Ces associations ont été les premières à interjeter appel, et leur action a sans doute contraint le parquet à se joindre à elles, bien que la dix-septième chambre correctionnelle, présidée par M^{me} Jacqueline Clavery, ait précisé,

Des promeneurs agressés dans la capitale :

un mort, deux blessés

Trois personnes qui se promenaient à Paris dans la nuit du 14 au 15 juillet, non loin des lieux où avait été tiré le feu d'artifice traditionnel, ont été attaquées par des inconnus, qui ont tué une des personnes, une jeune femme, et blessé les deux autres, M^{me} Bruno Vandeville, trente et un ans, et Christophe Rossé, vingt-quatre ans.

Les faits se sont déroulés dans l'île aux Cygnes, dans le quinzième arrondissement. Il semble que ce

soit une même équipe de deux malfaiteurs, cherchant à dérober bijoux et portefeuilles, qui ait opéré. L'un des agresseurs était armé d'un pistolet de petit calibre avec lequel il a fait feu sur les victimes ; l'une d'elles a pu donner à la police un signalement, mais assez vague, des deux hommes. M. Bernard Kaiser, avait été blessé par balle au Champ-de-Mars par un homme auquel il avait refusé de remettre son portefeuille.

Le numéro du « Monde » daté 16 juillet 1988 a été tiré à 477 803 exemplaires

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-92.

Poste 4138

M. P.

AU SOMMAIRE DE JUILLET

Le Monde 1988

PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

● SPÉCIAL VACANCES

— Concours organisé avec la poste.

— Cartes postales : bons baisers de Berck.

● UN POSTER A DETACHER.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Avertissement de la CNCI

à la 5 et à M6

sur le quota des films

La CNCI a attiré l'attention, le mercredi 13 juillet, sur les quotas de diffusion de films de La 5 et de M6, les deux chaînes privées ayant « consommé au premier trimestre de leur deuxième année d'exercice presque le tiers des œuvres cinématographiques qu'elles peuvent diffuser annuellement ».

Dressant un bilan des obligations des chaînes pour la période du 1^{er} mars au 31 mai pour La 5 et M6, et du 1^{er} janvier au 31 mai pour les autres, la CNCI note « qu'au rythme de la programmation actuelle, M6 diffuserait 236 films et La 5, 264 », contre les 192 autorisés. Pour la 5, poursuit la Commission, « on constate une augmentation de 50 % entre avril et mai, essentiellement due à la programmation de films américains, avec une incidence sur les quotas de nationalité » (39,4 % CEE, 33,6 % d'œuvres originales françaises, contre 60 % et 50 % requis).

A B C E F G H

EN BREF

● M. Rocard en visite privée en Espagne. — Le premier ministre, M. Michel Rocard, est arrivé dans la soirée du jeudi 14 juillet à Madrid pour passer quelques jours de vacances en Espagne en compagnie de son épouse et de son fils aîné.

Durant son séjour, prévu jusqu'à dimanche, M. Rocard devait être reçu pour un déjeuner privé par le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez.

● M. Arafat au Parlement européen. — M. Hamadi Esad, directeur de la mission de la Ligue des États arabes à Paris, a fait la déclaration suivante au sujet de la protestation de M. Théodor Klein, président du Conseil juif européen, à la suite de l'invitation de M. Yasser Arafat par le Parlement européen (le Monde du 15 juillet) : « En essayant de barrer la voie à l'expression légitime des aspirations nationales du peuple palestinien tout en parlant d'une recherche de dialogue israélo-arabe, M. Théodor Klein, qui proteste contre l'invitation faite à M. Yasser Arafat au Parlement européen, ne fait que reprendre la schémata classique de la dialectique colonialiste qui consiste à n'accepter le dialogue qu'avec un partenaire de sa propre invention. Par de telles positions, le Congrès juif européen confirme la

gouvernement israélien dans son aveuglement et l'encourage à poursuivre la répression dans les territoires occupés ».

● L'auteur de coups de fusil sur un jeune Marocain est écroué. — Un chômeur de vingt-deux ans, Laurent Vinchon, qui, en état d'ivresse, avait tiré, le 14 juillet à Mantes-la-Jolie (Yvelines), un coup de fusil de chasse sur un adolescent, de treize ans, Noroïne Dardouchy, de nationalité marocaine, qui allumait des pétards avec d'autres jeunes gens, a été inculpé de tentative de meurtre et écroué. Laurent Vinchon, voisin de la famille Dardouchy, a déclaré qu'il avait agi dans un moment de dépression.

● Fuite de gaz dans la navette américaine. — Le départ de la navette américaine Discovery, prévu pour le début de septembre, a été retardé de plusieurs semaines. Selon un porte-parole de la NASA, une fuite de gaz (du tétra-oxyle d'azote) a été découverte au cours de la soirée du jeudi 14 juillet, dans l'un des moteurs qui permettent de manœuvrer la navette en vol. — (AFP).

● Football : championnat de France. — Nantes et Monaco ont fait match nul (1-1), vendredi 15 juillet, dans une rencontre avancée de la première journée du championnat de France.

Approximations

Le monde pour le 15 juillet, à Atlanta. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Ouverture de la

M. Dukakis

la rancœur

Le grand homme du lundi 15 juillet, à Atlanta. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement économique et social (ODS) s'ouvrira à Atlanta, le 15 juillet, au début de la session. L'Assemblée sera présidée par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. Les débats porteront sur le thème : « Le développement durable ».

Atlanta (Georgia). — L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations